

L'Europe vue de ses extrêmes

Comment vit-on l'Union européenne à ses points extrêmes ? Première étape de notre voyage, dans le massif du Mont Blanc, son point culminant.

pp. 12-14

NAMUR - LUXEMBOURG - MARDI 13 SEPTEMBRE 2011 - www.lalibre.be

La Libre

BELGIQUE

+

Notre supplément sur la nouvelle saison de hockey 2011-12.



Panique bancaire: l'Etat à la rescousse ?

Les grandes valeurs bancaires ont fortement dévissé hier sur les marchés financiers.

pp. 22-23, 52-53 & Edito p. 64

HORTA

HOTEL DE VENTES - AUCTIONEERS

HOTEL DE VENTES HORTA

70/74 Avenue de Roodebeek - 1030 Bruxelles

Tél.: 02 741 60 60 - Fax : 02 741 60 70

EMAIL: INFO@HORTA.BE WWW.HORTA.BE

Ventes publiques mensuelles cataloguées

Direction : Dominique de Villegas

Prochaine vente : 12 et 13 Septembre 2011

Antiquités et œuvres d'art

Exposition : 9,10 et 11 Septembre 2011



RAMON GAYA (Ecole espagnole 1910 2005)

Huile sur toile: «Trois jeunes femmes» Dim.: 60x72cm

Vente de ce mardi 13 septembre

LUNDI 19 SEPTEMBRE 2011

EVALUATIONS GRATUITES EN NOS BUREAUX :

- ▶ D'ŒUVRES D'ART DE 10 À 12 ET 14 À 17H
- ▶ DÉCORATIONS, MONNAIES, TIMBRES, MONNAIES DE 9H45 À 11H.
- ▶ BIJOUX DE 10H À 12H
- ▶ LIVRES ANCIENS ET MODERNES DE 14H À 16H
- ▶ ART AFRICAIN ET ASIATIQUE DE 16 À 17H
- ▶ INSTRUMENTS DE MUSIQUE DE 16H À 17H

Evaluations à domicile sur rendez-vous



NICOLAS JOHANNES ROOSENBOOM

(Ecole hollandaise 1805 1880) Huile sur panneau :

« Patineurs sur un bras de mer gelée » Dim.: 20x27 cm

Vente de ce mardi 13 septembre



Série

D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne (UE) nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrez dans votre "Libre" quotidiennement. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. Notre voyage passe aujourd'hui par le point culminant de l'UE, le Mont Blanc. La seconde étape vous emmènera, samedi prochain, en Bulgarie, dans la région de Severozapaden, la plus pauvre de l'Union.

Les très nombreux alpinistes s'engagent généralement de nuit depuis le refuge du Goûter, pour atteindre le sommet avec l'aube, en passant par le Dôme du Goûter (à droite) et l'arête des Bosses.

L'ascension du Mont Blanc par la "Voie normale", le chemin le plus facile pour atteindre le sommet, se révèle très éloignée d'une aventure solitaire.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

lalibre.be

DOSSIER

Retrouvez, sur le site de "La Libre", la carte des points extrêmes de l'Union et une série de photos.



Les autoroutes du Mont Blanc

► Le Mont Blanc est surfréquenté par les alpinistes et les camions.

► Le trafic de poids lourds à travers les Alpes reste pour elles un défi majeur.

Reportage **Sabine Verhest**
Envoyée spéciale
dans le massif du Mont Blanc

Bonjour ! Vous montez au refuge du Goûter ? La dame opine du chef, le souffle court, le dos courbé sous le poids de son sac et de la fatigue qui se manifeste déjà, après deux heures de marche en montagne depuis le terminus du tramway du Mont Blanc, qui emmène jusqu'à 2372 mètres d'altitude. "Et vous avez réservé pour la nuit ? Oui ? Très bien, bonne journée !" Tsering Sherpa travaille pour la municipalité de Saint-Gervais-les-Bains, qui

– comme son nom ne l'indique pas – abrite le point culminant de l'Union européenne. Ce Népalais, originaire de la région de l'Everest, s'expatrie ici deux mois par an; il est l'un des trois "ambassadeurs" chargés d'informer les alpinistes en période de surfréquentation du Mont Blanc. Posté en bordure du glacier de Tête Rousse, devant une cabane où flottent des drapeaux à prière tibétains, l'homme fait de la prévention. Il interpelle les ascensionnistes sur l'interdiction du bivouac et la nécessité d'avoir réservé son lit dans un refuge avant d'attaquer le sommet. Il se permet parfois aussi un commentaire sur l'utilisation du matériel indispensable : cordées inefficaces et équipements inadaptés restent légion, comme on a pu le remarquer avec ce grimpeur croisé dans les rochers de l'aiguille du Goûter, dont le fameux couloir est connu pour ses chutes de pierres mortelles, avec un casque de vélo à l'envers sur la tête... Mais, comme le dit Tsering Sherpa, "on n'est pas de la police et ils font ce qu'ils veulent". En l'occurrence, beaucoup décident de poursuivre l'ascension du

toit de l'Europe occidentale, à 4 810,45 mètres exactement. ⁽¹⁾ Qu'ils soient bien équipés, ou non. Qu'ils aient un toit pour la nuit, ou non. Cet été encore, l'afflux s'est révélé tel que des alpinistes en surnombre ont dû passer la courte nuit avant leur ascension assis dans la salle commune du refuge du Goûter. Ils ont beau se montrer inconscients, "on ne peut quand même pas les laisser dormir dehors", à 3800 mètres d'altitude, soupire Amélie, qui fait partie de la jeune équipe de gardiens. Près de 30 000 personnes plus ou moins affûtées tentent l'ascension chaque année, sur une durée de 110 jours par saison. "Beaucoup viennent de l'est de l'Europe, de Russie, de Pologne, de Macédoine", constate Anselme Baud, guide de haute montagne et grand skieur de l'extrême. ⁽²⁾ Lui-même a emmené au sommet un curé polonais qui rêvait d'y dire la messe ! Au petit matin, alors que les premiers alpinistes redescendent déjà après quatre heures d'ascension nocturne et un lever de soleil magique sur les Alpes, les cordées se suivent à la queue leu leu sur l'arête des Bosses, qui longe

la frontière italienne. En ce vendredi de juillet, au cœur d'un été quasi hivernal, la "Voie normale" a des allures, si pas d'autoroute, de nationale encombrée de vacanciers. On ne s'éternise donc pas au sommet. Le maire de Saint-Gervais, Jean-Marc Peilleux, a beau répéter que le Mont Blanc ne doit pas devenir "un parc d'attractions", le symbole qu'il représente attire plus que jamais. "Comme le marathon de New York ou le Kilimandjaro, les gens veulent l'avoir fait", analyse Anselme Baud. "Ce sont des consommateurs, beaucoup moins passionnés par la montagne" que par l'exploit. Or, "le Mont Blanc ne doit pas être un produit de grande consommation, mais redevenir un lieu privilégié où la règle de conduite est le respect", insiste M. Peilleux. L'élu organise des ramassages de déchets sur la "Voie normale" et plaide pour un permis d'ascension censé encadrer une fréquentation qui n'est d'ailleurs pas sans impact sur la faune et la qualité de l'eau notamment. Mais pour Aurélien Dautrey, chargé de mission à Mountain Wilderness, une association transnationale de protection de

la montagne, il s'agit avant tout de se montrer cohérent dans les politiques. "L'accès au Mont Blanc est géré avec une schizophrénie totale", relève-t-il. "D'un côté on se plaint du monde, du fait que des alpinistes fassent leurs besoins partout et laissent leurs déchets. De l'autre, à peu près les mêmes ont proposé de faire monter le train du Mont Blanc plus haut, de sécuriser la traversée du couloir du Goûter et de construire un refuge encore plus gros au Goûter. Si l'on veut limiter la fréquentation, il faut arrêter de faciliter l'accès au Mont Blanc et de tout faire pour que plus de monde monte là-haut !" "La surfréquentation du Mont Blanc n'est pas le problème principal du massif", estime cependant Eric Fournier, le maire de Chamonix. D'ailleurs, hormis "les kilomètres de queue" vers le sommet mythique et sur ses terrains d'entraînement, le massif est de plus en plus désert. **Suite en page 16**

Suite des pages 14-15

constate Anselme Baud. Le problème principal, pense donc M. Fournier, "ce sont les camions, le traitement des gaz à effet de serre et l'adaptation de notre habitat résidentiel et touristique à l'enjeu majeur du réchauffement climatique".

Pendant que les alpinistes visent la cime du mont, les poids lourds en traversent le cœur. Une autre "autoroute", que celle qui mène au point culminant de l'Union, meurtrit la vallée de l'Arve : la "Route Blanche", qui coupe des villages en deux et traîne les poids lourds fatigués jusqu'à plus de 1 100 mètres d'altitude, à l'entrée du tunnel du Mont Blanc reliant Chamonix la Française à Courmayeur l'Italienne.

A sa création, le chaînon souterrain avait tout son sens. "A l'ouverture du tunnel du Mont Blanc en 1965, le général de Gaulle et son homologue italien Giuseppe Saragat évoquaient le lien entre les populations, la construction européenne, très importants ici plus qu'ailleurs ! Le tunnel permet de réunir au-delà de la barrière montagnaise. Nous avons des échanges forts avec la Vallée d'Aoste et des liens peuvent s'effectuer au-delà de l'Italie", explique Eric Fournier. Mais les deux dirigeants "n'avaient pas du tout évalué les conséquences routières de ce type d'ouvrage". Au fil des ans, le tunnel est devenu un axe important du transport routier international, un maillon entre l'Europe centrale et la Péninsule ibérique notamment.

Le trafic alpin, dans son ensemble, est sujet à controverses depuis des années. Dans son livre blanc sur les transports, la Commission européenne avait plaidé, en 2001, pour le développement du ferroutage et du transport maritime, afin d'alléger les routes des Alpes et d'épargner une surpollution à la région. Si la Suisse surtout mais aussi l'Autriche transfèrent de plus en plus les marchandises sur voies ferrées, l'Italie et la France n'ont toujours pas pris le virage. "En Suisse, 70 % du transport de marchandises se fait par le rail et 30 % par la route. En France, c'est l'inverse. Au lieu d'investir dans le rail, on construit des routes à n'en plus finir", déplore Jean-Pierre Comelieu, président de l'Association pour le respect du site du Mont Blanc.

Pour ce Namurois expatrié, attiré par la montagne et l'air qu'il pensait pur, la solution passe à tout le moins par l'adoption d'une écotaxe digne de ce nom ; car la toute nouvelle directive sur l'eurovignette (adoptée lundi et à laquelle s'est notamment opposée l'Italie) permettra certes aux pays membres qui le veulent de taxer les poids lourds pour leur pollution atmosphérique et sonore, mais ne va pas encore assez loin à ses yeux. Le rééquilibrage des investissements étatiques entre la route et le rail, afin de rendre ce dernier moins cher, plus fiable et plus souple, se révèle également indispensable pour séduire les transporteurs internationaux. Les Chamoni-



Le 20 août, il fallait patienter deux heures pour entrer dans le tunnel. Une bouteille d'eau était distribuée aux automobilistes.

niards avaient d'ailleurs beaucoup espéré du projet de tunnel ferroviaire permettant de relier Lyon à Turin pour désengorger leur vallée, déjà fort polluée par l'industrie et le chauffage résidentiel – la commune de Passy, au pied du Mont Blanc, enregistre des records nationaux de pollution de l'air ! Mais le projet, cofinancé par l'Union, a été remis aux calendes grecques faute de soutiens.

L'accident du tunnel du Mont Blanc qui, le 24 mars 1999, tua 39 personnes, aurait pu réveiller les consciences. A l'époque, 2 500 à 2 600 camions en moyenne s'y engouffraient tous les jours. Les habitants de la vallée de l'Arve se sont d'ailleurs pris à rêver, bercés par les propos encourageants. "La vraie solution au problème, c'est le développement le plus rapide du ferroutage et le retrait des camions du tunnel", affirmait le président Jacques Chirac le



Tsering Sherpa informe les alpinistes, en période de surfréquentation.

3 avril 1999. Après trois ans de travaux et de fermeture du lieu de la catastrophe, le trafic a repris progressivement, et, aujourd'hui, "on en est à 1 800 camions par jour en moyenne, avec des pics à 2 500 – 2 600 en milieu de semaine. Et des 40 tonnes !", soupire M. Comelieu.

En ce samedi d'été, l'entrée est d'ailleurs une nouvelle fois saturée : "90 minutes de file", annonce un panneau lumineux côté français, tandis qu'à Courmayeur, la file de voitures s'étire à n'en plus finir. "Un km, c'est 50 minutes d'attente. On attend parfois trois heures", témoigne Cathy, accompagnatrice en montagne. Avec ses 7 mètres de large, il trafore del Monte Bianco, auquel on accède par une route sinueuse et pentue précédée de voies rapides, est un véritable goulet d'étranglement. Pour Jean-Pierre Comelieu, c'est sûr, "tôt ou tard, on va doubler le tunnel" : "un gamin de 5 ans comprendrait que la situation actuelle n'est pas logique".

Or, comme le pointe Eric Fournier, le tunnel du Mont Blanc n'est "plus du tout en phase avec la réalité écologique et économique actuelle", "ce n'est pas un ouvrage de base ferroviaire comme on les conçoit actuellement. Ce n'est pas le Lötschberg ni le Gothard !". Ces deux tunnels suisses font partie des "nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes", incluant l'ouverture de longs tubes qui, pour éviter la débauche d'énergie engendrée par la montée en altitude des poids lourds jusqu'à leur entrée, partent de beaucoup plus bas dans la vallée. Le premier a été inauguré en 2007, le second est encore en construction. Si la Suisse a su développer une politique en pointe en la matière, elle a aussi dû négocier avec l'Union européenne, dont elle n'est pas membre, pour pouvoir mettre en

œuvre sa vision des transports. Elle a ainsi accepté le passage des camions de 40 tonnes sur son territoire et peut, en échange, leur appliquer une redevance plus élevée lui permettant d'investir dans ses projets.

Que son pays mise encore tant sur la route, Eric Fournier, ancien vice-président de la région Rhône-Alpes délégué aux transports, ne se "l'explique pas". "L'abandon du fret ferroviaire par la France est pour moi une source de désarroi profond." Mais il se veut "optimiste". "On ne pourra pas continuer ad vitam aeternam à faire passer des norias de camions dans tous les sens. L'économique rejoindra l'environnemental, j'en suis absolument persuadé".

En attendant, il investit dans le transport collectif dans sa municipalité, non sans mettre à contribution ATMB, l'entreprise qui gère les autoroutes et tunnel du Mont Blanc. Mais qu'on se le dise, "le but n'est pas de fermer le tunnel". L'objectif serait plutôt de lui redonner une taille humaine, de limiter l'accès aux transporteurs de la région, d'en revenir à l'idée initiale, celle du rapprochement entre les peuples dans le respect d'un site qui, aussi surprenant que cela puisse paraître, ne bénéficie d'aucune protection internationale.

→ (1) Il existe un sommet plus élevé en Europe, en Russie, dans le nord du Caucase : le Mont Elbrouz, qui culmine à 5 642 mètres.

→ (2) L'ancien professeur de l'École nationale de ski et d'alpinisme est l'auteur de l'ouvrage "Mont Blanc et Aiguilles rouges à ski", aux éditions Nevicata.

■ France/Rwanda

Kagame tourne la page

► Paul Kagame a déclaré avoir "parlé d'avenir" avec Nicolas Sarkozy.

► Le président rwandais a été interpellé sur les droits de l'homme.

En venant ici, nous regardons vers l'avenir plutôt que vers le passé, je suis ici pour construire l'avenir, pas le passé. Tous les sujets dont nous avons parlé ont été abordés dans le contexte de l'avenir", a martelé Paul Kagame à l'issue d'un déjeuner au palais de l'Élysée avec Nicolas Sarkozy. "J'ai plaidé pour plus de commerce, plus de partenariat", a insisté le président rwandais. "Les Français sont libres de venir et d'investir au Rwanda, dans le tourisme, les grandes infrastructures, et ainsi de suite, et les Rwandais sont heureux de venir et faire des affaires en France, il y a des flots d'investissements des deux côtés", a-t-il ajouté.

M. Kagame a écarté toutes les questions de la presse concernant le passé des relations tumultueuses entre Paris et Kigali.

Paul Kagame a affirmé qu'il souhaitait relancer les relations avec Paris sur de nouvelles bases et ne demandait pas d'"excuses" pour le rôle de la France au Rwanda en 1994, même si un rapport rwandais accuse toujours les militaires français d'avoir participé au génocide. "L'objectif est de trouver les moyens de dépasser nos différends passés et de voir comment aller de l'avant", avait-il insisté.

Les différends entre les deux pays se sont incarnés ces dernières années sur le terrain judiciaire. Plusieurs proches de Paul Kagame ont été mis en examen dans l'enquête menée en France sur l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana. La délivrance des mandats d'arrêt en novembre 2006 avait provoqué la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Kigali, qui a duré jusqu'en 2009.

Dans la matinée, le dirigeant rwandais, arrivé au pouvoir avec la rébellion tutsi du FPR qui a mis fin aux massacres des génocidaires hutu, qui ont fait 800 000 morts en 1994 selon l'Onu, a été interpellé sur le virage autoritaire pris par son régime, selon les ONG.

Un représentant de Human Rights Watch a demandé à Paul Kagame ce qu'il comptait faire en matière de droits de l'homme, citant la détention d'opposants politiques à son régime. Un membre de Reporters sans frontières a enchaîné en évoquant la fermeture temporaire de journaux et des journalistes tués ou devant fuir le pays. "Je ne comprends pas de quoi vous voulez parler", a

répondu le président Kagame, en déclinant à ces organisations le droit de s'ériger en professeurs des droits de l'homme dans son pays.

En début d'après-midi, quelque 200 personnes, pour la plupart des Rwandais, ont défilé à Paris contre Paul Kagame, le qualifiant d'"assassin" et demandant la libération des "prisonniers politiques" au Rwanda. Sur le perron de l'Élysée, le président rwandais a répondu que ces manifestants "auraient dû encourager" sa rencontre "utile" avec Nicolas Sarkozy.

Le président français n'a, lui, fait aucune déclaration à l'issue du déjeuner, mais l'Élysée a ensuite salué dans un communiqué cette rencontre comme "une nouvelle étape dans le processus de normalisation entre les deux pays". Nicolas Sarkozy a également "réaffirmé son attachement à l'Etat de droit et à la coopération judiciaire entre la France et le Rwanda", selon l'Élysée.

La présidence a aussi indiqué que l'Agence française de développement s'appropriait à faire passer ses engagements au Rwanda de 23,7 à 42,2 millions d'euros. "Dans le secteur de l'énergie, la France accompagne d'ores et déjà le programme national d'accès à l'électricité au Rwanda" et Nicolas Sarkozy "a exprimé la disponibilité de la France à contribuer au démarrage du programme rwandais de géothermie et aux études sur l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu".

La venue en France de Paul Kagame se heurte toutefois à des remous au sein de la classe politique – le chef de la diplomatie française Alain Juppé est absent – et chez les militaires français. L'ex-ministre de la Défense Hervé Morin a regretté lundi que Paul Kagame n'ait pas fait sa "part du chemin" vers la réconciliation. "Recevoir M. Kagame n'était pas nécessaire", a-t-il dit.

L'AFVT, l'Association française des victimes du terrorisme rappelle dans un communiqué qu'"à ce jour, l'instruction continue de désigner le général Paul Kagame, lui-même protégé par son immunité de chef d'Etat, en tant que commanditaire de cet attentat". Les familles françaises des victimes ressentent "un certain sentiment de malaise au regard de cette visite officielle, laquelle n'est pas sans rappeler le précédent de la visite en France, en décembre 2007, de Mouammar Kadhafi, lui-même mis en cause dans l'attentat du DC 10 d'UTA", souligne l'association, souhaitant "que les responsables de cet attentat puissent être jugés".

Kigali avait riposté en publiant en 2008 un tonitruant rapport, accusant la France d'avoir joué un rôle actif dans la préparation du génocide et citant l'actuel chef de la diplomatie française, Alain Juppé, qui était en 1994 ministre des Affaires étrangères du gouvernement Balladur. (AFP et AP)



Paul Kagame a évité les questions embarrassantes et affirmé miser sur l'avenir.

Région du nord-ouest (Severozapaden) 20 KM



Série

D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne (UE) nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrez dans votre "Libre" quotidiennement. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. Notre voyage, entamé depuis le point culminant qu'est le mont Blanc (LLB du 13 septembre), vous emmène aujourd'hui dans la région la plus pauvre de l'Union, celle de Severozapaden, en Bulgarie. Samedi prochain, nous nous envolons vers le grand Nord et la Laponie finlandaise.

Les rochers de Belogradchik, sublime anomalie géologique, sont considérés comme l'un des "dix miracles de la Bulgarie", mais encore méconnus hors du pays.

Le port de Vidin, délabré, attend des jours meilleurs au bord du Danube.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

lalibre.be

DOSSIER

Retrouvez, sur le site de "La Libre", la carte des points extrêmes de l'Union et le premier volet de notre série.

Severo zapaden, la région oubliée



► La province du nord-ouest de la Bulgarie est la région la plus pauvre de l'Union.

► De tout temps négligée par Sofia, elle tente de redresser la tête, tant bien que mal.

Reportage Olivier le Bussy
Envoyé spécial au Severozapaden

N e serait la ville en contrebas, on se croirait à l'origine du monde. Une fois passée la porte de la forteresse (romaine, byzantine, puis bulgare) qui garde le site, et parvenu devant l'un des points de vue qu'offrent les rochers de Belogradchik, on se retrouve avec le vent pour seule compagnie. En vision panoramique se dévoilent la chaîne du Grand Balkan, les forêts, les plaines infinies. Sur 90 km², la nature a sculpté ces anciens fonds marins pendant 230 millions d'années, façonnant mille curiosités géologiques. Qui laisse voyager son imagination verra dans ces pierres un

lapin, un lion, le baiser d'Adam et Eve, une écolière pressée ou la silhouette d'Haidut Velko, le légendaire héros de l'histoire bulgare.

D'une époustouflante majesté, ce trésor reste pourtant relativement méconnu, hors de Bulgarie. Il faut dire que n'arrive à Belogradchik que celui qui le veut vraiment. Cette cité de la province du Severozapaden ("Nord-Ouest", en bulgare), coupée du reste du pays par le Grand Balkan, n'est accessible à partir de la capitale Sofia qu'au prix d'un périple de trois heures, sur des voies mitées et cabossées, traversant les montagnes et des villages oubliés où des vieilles dames sans âge vendent des yaourts, des légumes et des fruits au bord des routes.

"En 2009 et 2010, nous avons accueilli 520 000 visiteurs", se flatte néanmoins Emil Tsankov, le maire de Belogradchik. "Nous espérons avoir plus de touristes occidentaux, j'espère d'ailleurs que notre jumelage avec la ville de Jodoigne nous amènera beaucoup de Belges, mais aussi des investisseurs", poursuit le maire de la ville de 6 000 habitants. "Mais pour cela, il faut que nous développions nos capacités d'accueil: nous n'avons pas assez d'hôtels, de restaurants, de personnel. Et, de son

côté, l'Etat doit développer les infrastructures routières et relier la ville à l'autoroute E79" qui court de la Hongrie à la Grèce.

Car même si Sofia a désormais décidé de corriger le tir, et de mettre en place une stratégie de développement du Nord-Ouest, la province – bordée à l'ouest par la Serbie et au nord par le Danube qui marque la frontière avec la Roumanie – a toujours souffert de son isolement. Le Severozapaden détient d'ailleurs le triste privilège d'avoir été recensé par l'Office européen de statistiques Eurostat comme la région la plus pauvre de l'Union européenne. En 2008, son Produit intérieur brut ne représentait que 28 % du PIB moyen de l'Union, alors que celui de la plus riche,

"La crise financière a brisé l'élan né de l'adhésion à l'Union."
Emil Tsankov, maire de Belogradchik

Inner London, atteignait les... 343 %.

A Belogradchik, le taux de chômage caracole à 28%. "En tant que maire, je ne peux nier qu'il règne un certain scepticisme de la population quant aux conséquences de l'adhésion à l'UE, le 1^{er} janvier 2007, confesse Emil Tsankov. Le malheur est que la crise financière a éclaté quasi simultanément. De plus, l'administration bulgare se réforme trop lentement, ce qui a occasionné du retard dans l'utilisation des fonds européens. Mais, en tant que citoyen, je maintiens que notre place est dans l'Union, et nulle part ailleurs."

Les principaux employeurs de Belogradchik sont la mine de charbon de l'entreprise Recoal, dirigée par le Belge Philippe Wautelet, l'usine de fabrication de matériel ferroviaire, l'usine textile et la production de vin. Originaire de Plovdiv, dans le Sud, Adriana Srebrinova s'est installée dans la région "dont la terre est semblable à celle de l'Alsace", il y a dix ans. Elle y a développé son entreprise grâce au fonds européen Sapard, qui lui a octroyé 460 000 euros.

Propriétaire d'une dizaine d'hectares de vignobles, elle se félicite d'avoir "replacé la Bulgarie sur la carte mondiale des vins. Les communistes ne pensaient qu'en

termes de planning, pour satisfaire la demande soviétique. Nous, nous voulons faire des vins dont les gens d'ici soient fiers". Aussi privilégie-t-elle la qualité à la quantité. La production n'excède pas 50 000 bouteilles par an, mais les cuvées Maxima, Borovitz et le "champagne" qui fermente dans la grotte de Magura, à 30 km de la ville, se vendent dans les boutiques de Londres, Chicago ou Dubaï. "C'est ce vin qui a été servi par le Président au roi Albert II lors de sa visite en 2008", précise Adriana, en débouchant une bouteille de Maxima réserve.

Reste que cette *success story* fait figure d'exception. Un passage par Vidin, 50 km plus au nord, donne une idée plus claire de la dégradation économique du Nord-Ouest. Dans cette ville de 45 000 habitants, chef-lieu du Severozapaden, les façades sont défraîchies et les pesants édifices communistes ont subi les outrages du temps. Au bord du Danube, le port, loin d'être une fourmillière lo-

Suite en page 16



Toni Iotov (au centre) est revenu à Kiraeivo, son village natal, quand la mine a été ouverte : "On est mieux ici que dans les villes".



Toujours en construction, ce gigantesque pont doit relier les rives bulgare et roumaine du Danube, et favoriser la coopération transfrontalière entre les deux pays.

Suite des pages 14-15

gistique, ne voit quasiment passer que des navires de croisière. Employant, jadis, plus de 15 000 des 100 000 personnes de la région, les usines chimiques, de fabrication de pompes à eau, de textile et d'outillage marquent le pas. Le taux de chômage s'élève à 10% et le salaire moyen plafonne dans une fourchette de 250 à 400 levs (entre environ 125 et 200 euros). Aussi, "la jeunesse fuit" vers d'autres régions, l'Espagne ou l'Italie, "et ne restent que des gens peu qualifiés", regrette Plamen Stefanov, gouverneur de la région de Vidin. Qui constate: "Le Nord-Ouest a toujours été délaissé. Toutes les autoroutes ont été construites dans le Sud et le développement du port reste à l'état de projet."

Rumen Vidov, maire de Vidin, précise: "Les entreprises locales ont pâti de l'ouverture des marchés", une fois tournée la page communiste. "Ces usines ne sont plus compétitives. A la chambre de commerce (dont il est président), on martèle aux entrepreneurs que, pour être présents et concurrentiels sur le marché, il faut augmenter les conditions de production. Mais pour se moderniser, il faut des capitaux et la crise nous en a privé."

"La guerre en Serbie a également handicapé notre économie", poursuit Rumen Vidov, calant une énième cigarette sous sa copieuse moustache. "Mais Vidin recèle du potentiel. La ville se trouve au carrefour de couloirs de transports et à proximité de la Roumanie et de la Serbie, avec lesquelles nous pouvons tisser des projets transfrontaliers." Tel cet immense pont, dont la construction a été confiée en 2007 à des Espagnols, et qui reliera les rives

bulgare et roumaine en enjambant le Danube.

Pour rattraper son retard économique sur le reste de l'Union, la Bulgarie a bénéficié d'importants fonds de préadhésion, puis de cohésion. Las, l'impréparation de l'administration l'a empêchée d'en faire le meilleur usage. "La capacité d'absorber ces fonds dépend de celle de présenter les bons projets. L'obligation de cofinancement (bulgare) rend aussi les choses plus difficiles", juge M. Stefanov.

Plus grave, la Commission européenne a décidé en 2008 de suspendre 800 millions d'euros destinés à la Bulgarie - une première européenne - pour sanctionner les détournements de fonds et la corruption galopante. Faute d'avoir été utilisés dans les délais, à la suite de cette suspension, 220 millions ont été perdus. "C'était légitime", reconnaît le gouverneur. "Mais le nouveau gouvernement (de centre-droit de Boiko Borissov, Ndlr) met tout en œuvre pour limiter au maximum les possibilités de détournement." Et de conclure: "Le développement de la région est lié à la réalisation des objectifs de la stratégie économique européenne EU2020. Il faut être concret et mener des actions sociales pour que la population reste ici."

Nikolai Syrov, qui exploite avec Philippe Wautelet une mine à Kiraeivo, à un jet de pierre de la Serbie, est dubitatif: "Les régions serbe et roumaine voisines sont aussi très pauvres, aucune ne tire les autres. Les gens survivent au jour le jour, mais ne veulent pas travailler. C'est l'héritage du communisme, mais aussi de la guerre en Serbie: ils préféreraient faire de la contrebande de carburant." A Kiraeivo, Toni Iotov, confirme, avec un sourire malicieux: "Cigarettes, alcool, carburant, on vendait de tout aux Serbes."

Après avoir longtemps travaillé dans

la ville minière de Pernik, au sud-ouest de Sofia, il est retourné dans son village, quand la mine s'est ouverte. Kiraeivo, ou le bout du bout du monde: 200 habitants, 80% de pensionnés, une mine, deux magasins. "Ici les gens sont plus heureux que dans les villes", soutient Toni. "Il n'y a rien, mais tout le monde cultive son potager, élève des animaux. Mais cela va moins bien depuis la fin du communisme. A l'époque, l'Etat finançait l'installation des gens dans les régions frontalières. Venaient ici plein de citadins, il y avait des médecins gratuits dans chaque village, une école de 400 enfants, 20 bus par jour pour Vidin. Maintenant, pour aller se faire soigner, il faut une voiture."

Si Vidin est le chef-lieu du Severozapaden, c'est Pleven, située à 250km au Sud-Est qui en est la ville la plus importante. Aller de l'une à l'autre relève du parcours du combattant. Tout au long du trajet, il faut multiplier les zigzags pour éviter des nids de poule hors catégorie. En Bulgarie, on prétend d'ailleurs qu'on reconnaît un conducteur ivre au fait qu'il est le seul à rouler droit.

Pleven et ses 100 000 habitants ne font partie du Severozapaden que depuis trois ans. La ville industrielle a été "transférée" de la province du Nord-Centre pour rétablir l'équilibre démographique entre régions, "et parce qu'elle était censée renforcer le Severozapaden du point de vue économique", explique Julia Todorova Yordanova, présidente de l'association Znanie ("savoir", en bulgare), active dans l'éducation et la formation. Znanie a mené en 2009 un projet de scolarisation de 200 enfants roms, financé par des fonds européens et pour lequel elle a d'ailleurs reçu un prix de l'UE, affiché au-dessus de son bureau. "Pour combattre l'illettrisme chez les Roms, il faut commencer très tôt. Au départ, ni les Bulgares ni les Roms ne voulaient que leurs enfants se mélangent. Mais les enfants ont adoré."

"La région a toujours été délaissée: toutes les autoroutes ont été construites dans le Sud."

Plamen Stefanov, gouverneur de Vidin

A Pleven, le taux de chômage tourne autour de 8,5%. "Mais dans certaines communes, comme Iska, il grimpe à 40%", souligne Julia Todorova. "Grâce à des programmes de développement des ressources humaines, les communes forment des chômeurs qui travaillent pour elles pendant un an, ce qui diminue le chômage." Znanie soutient ce type de projets. Mais M^{me} Todorova déplore que l'accès aux fonds européens soit malaisé pour les ONG. "Sur base du programme (de préadhésion) Phare, on percevait 80% de la valeur du projet à la signature. Les paiements et les remboursements étaient plus rapides. Mais avec les programmes actuels, le pourcentage de l'acompte est à 20% et le délai pour l'acceptation des rapports plus court. La Bulgarie a créé un fonds de cofinancement, mais seules les communes peuvent en profiter. Pour les ONG, c'est un problème, parce qu'il leur est impossible d'emprunter auprès des banques. On attribue des fonds à des gens qui n'en n'ont pas toujours besoin. Et ça, c'est la faute des organes nationaux, pas de l'Europe."

■ France

Débat confus – fumeux – autour du cannabis

► Le PS plus désordonné et divisé que jamais sur le sujet. Un grand classique de ses campagnes présidentielles.

Bernard Delattre
Correspondant permanent à Paris

Côté socialiste, le débat sur les drogues dites dures s'invite dans la campagne de 2012, non sans désordre et confusion. C'est un grand classique, s'agissant de ce parti. En 2002, par exemple, Lionel Jospin ne s'était pas peu emmêlé les pincesaux sur la question. Ainsi, il s'était opposé à toute libéralisation - "un mauvais signal, permissif", envoyé aux jeunes -, mais avait prôné une moindre pénalisation de la détention à usage personnel. Il avait jugé "moins dangereux de fumer un joint chez soi que de boire avant de se mettre au volant", avant de se corriger et de dire préférer tout de même l'alcool à domicile.

Neuf ans plus tard, jeudi soir à la télé, Martine Aubry a dit non à la légalisation du cannabis, mais oui à sa dépénalisation. Une option qu'elle avait pourtant, pas plus tard qu'à la mi-juin, catégoriquement rejetée. Parmi les présidentiables, Jean-Michel Baylet, leader du (petit) Parti radical de gauche, veut la légalisation, alors que Ségolène Royal, Arnaud Montebourg, Manuel Valls et, moins clairement, François Hollande, refusent tout assouplissement.

Consommé par 3,9 millions de Français - dont 1,2 million de consommateurs réguliers et 550 000 usagers quotidiens -, le cannabis a déjà été expérimenté par 42% des jeunes de 17 ans. Malgré cet usage donc assez répandu, une majorité de Français, selon les sondages, restent opposés à toute dépénalisation.

Dans la classe politique, les partisans traditionnels d'une libéralisation se retrouvent chez les Verts, le Parti communiste, les radicaux de gauche et une partie de l'extrême gauche. Les opposants sont au centre, à l'extrême droite et à droite, Nicolas Sarkozy y voyant une dangereuse "banalisation" et récusant jusqu'à la notion de drogues dites douces.

Cela n'exclut pas quelques voix discordantes, à droite. Ainsi, le libéral Alain Madelin et le gaulliste historique Charles Pasqua appelèrent jadis, en vain, à constater "l'échec du tout répressif" en matière de drogues, à "sortir de la politique de l'autruche", et à "oser le débat". Côté socialiste aussi, avant le ralliement de Martine Aubry, seules quelques voix isolées prônaient le changement. Le médecin et ex-ministre Bernard Kouchner, par exemple. Ou le socialiste parisien Da-



Jeudi soir, Martine Aubry a dit oui à la dépénalisation du cannabis, une idée qu'elle avait... rejetée à la mi-juin.

niel Vaillant. Qui, ministre de l'Intérieur de Lionel Jospin, châtia les "rave parties", vues comme des nids à drogués, mais qui, à présent, prône l'encadrement et le contrôle étatiques de la production et de la distribution du cannabis.

En matière de drogues, d'analogues attermoissements peuvent être notés à droite.

Ainsi, ces dernières années, la vieille loi (1970) sur les stupéfiants - qui punit de prison et d'amende y compris l'usage de cannabis - a été assortie d'une gamme plus diverse de sanctions: stages obligatoires, injonction de soins, etc. Mais, dans les faits, la ligne dure reste de mise. Cela va jusqu'aux velléités de classer comme stupéfiant le médicament Subutex (principal produit de substitution utilisé en France) et jusqu'à sanctionner y compris l'usage thérapeutique du cannabis par des malades atteints de pathologies graves.

En ce qui concerne l'expérimentation de salles de consommation à moindre risque pour usagers de drogues injectables, l'ex-ministre de la Santé Roselyne Bachelot et des villes gérées par la droite (Marseille ou Bordeaux) se disaient intéressées. Mais, à Matignon, François Fillon y a mis son veto. En 1987 déjà, c'était une ministre de la Santé de droite (Michèle Barzach) qui, la première, autorisa la vente libre de seringues et lança la politique de réduction des risques sanitaires (hépatites, VIH, etc.) pour les usagers de drogues injectables. Mais, un quart de siècle plus tard, les seringues sont toujours interdites en prison, pourtant haut lieu notoire de consommation de ces substances.

■ Union européenne

Les frontières Schengen sous contrôle de l'UE

► La Commission européenne propose une approche collective de contrôle aux frontières.

La Commission européenne a proposé, vendredi à Bruxelles, que le rétablissement des contrôles aux frontières nationales ne soit plus du seul ressort des 25 Etats membres de l'espace Schengen. Cette réforme de la zone de libre circulation des personnes répond notamment aux tensions nées entre l'Italie et la France lors de l'arrivée de migrants d'Afrique du Nord, et à l'initiative récente du Danemark qui a réintroduit des contrôles douaniers sous la pression de l'extrême droite. "Pour que l'espace Schengen fonctionne à 25, et à l'initiative de nouveaux défis, il faut passer d'une approche intergouvernementale à un système européen", a affirmé la commissaire Cecilia Malmström.

Si le scénario reçoit l'aval des eurodéputés et des ministres européens, c'est la Commission qui donnera le feu vert au rétablissement de contrôles à une frontière, une fois que les autres Etats membres y auront donné leur accord à la majorité qualifiée. Lors d'un événement "prévisible" (sportif ou un G8), le pays devra faire une demande préalable. En cas d'urgence, comme une attaque terroriste ou un afflux soudain et massif de migrants, il pourra rapidement fermer ses frontières durant 5 jours. Et demandera ensuite une prorogation éventuelle à l'Exécutif.

Le dispositif s'applique aussi aux pays jugés défaillants dans la protection d'une partie de la frontière de l'Union. "C'est un mécanisme qui va renforcer la confiance mutuelle entre Etats membres. Chacun sera sûr que, même si un pays ne remplit pas ses obligations, il n'y aura pas une perturbation de tout le système", a précisé la commissaire.

Cecilia Malmström a répondu d'emblée aux réprobations de Paris, Madrid et Berlin, qui refusent une mainmise de "Bruxelles" sur l'ordre public et la sécurité intérieure de leur pays. "Nous n'levons aucun pouvoir aux Etats membres, il s'agit d'établir une approche collective de la protection de nos intérêts communs et de protéger les 400 millions citoyens de la zone Schengen." Les écologistes européens, eux, craignent davantage une "stigmatisation des migrants", tandis que les conservateurs accueillent avec enthousiasme un projet qui ne laisse pas les Etats "seuls face à l'avenir".

St. G.

Melius

www.melius.be

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION ET COMMUNICATION

UN AN POUR APPRENDRE, UNE VIE POUR ENTREPRENDRE !

FORMATION EN 1 AN

TRÈS POLYVALENTE, CONCRÈTE ET EFFICACE

100% ORIENTÉE VERS LE MONDE DE L'ENTREPRISE

RENTRÉE ACADEMIQUE

MERCREDI 21 SEPTEMBRE

À 9H30

48 rue d'Oultremont

1040 Bruxelles

(Mérode)

02 734 31 49

info@melius.be



Le soleil de minuit brille une dizaine de semaines par an sur le lac Inari, au nord de la Finlande.



Jaana et Petri vivent à Nuorgam et forment le couple le plus septentrional de l'Union européenne.



Sur la rivière Teno, qui marque la frontière de l'Union, les Finlandais pêchent les saumons du côté droit.



Série

D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne (UE) nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrez dans votre "Libre" quotidiennement. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. Après vous avoir emmenés au point culminant qu'est le mont Blanc (LLB du 13/9) et dans la région la plus pauvre qu'est le Severozapaden en Bulgarie (LLB du 17/9), notre voyage fait escale aujourd'hui au point le plus septentrional de l'Union, en Laponie finlandaise, avant de mettre le cap à l'extrême Est, à Chypre, samedi prochain.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

lalibre.be

DOSSIER

Retrouvez, sur le site de "La Libre", la carte des points extrêmes de l'Union et les premiers volets de notre série.

Les de rniers indigènes

► Le grand nord de la Finlande, où l'on croise plus de rennes que d'êtres humains, est aussi le royaume des Samis. Dans la région la plus septentrionale de l'Union, les perspectives économiques ne sont pas aussi grandioses que les étendues de taïga et toundra.

Reportage Sabine Verhest
Envoyée spéciale en Laponie

Jaana et Petri reçoivent avec chaleur dans leur maison rouge toute en rondins de bois. Ces jeunes quadragénaires, qui vivent à Nuorgam avec leurs trois huskies, forment le couple le plus septentrional de l'Union européenne. "A vrai dire, la maison voisine, la grise, se situe plus au nord encore, mais ses occupants n'y habitent pas à l'année", explique Jaana, dans sa cuisine des confins de la Laponie finlandaise. Avec Petri, elle vit les soleils de minuit autant que les nuits polaires et ses aurores boréales, lorsque l'astre ne dépasse pas la

ligne d'horizon pendant près de 10 semaines. "Le ciel est alors d'un bleu très dense, les couleurs sont magnifiques. Comme tout est recouvert de neige, il ne fait pas complètement noir, on voit même assez bien", assure Petri en montrant les photographies de cette ambiance lumineuse qu'il a immortalisée.

Ni elle ni lui ne sont nés en Laponie, ils ont choisi de vivre ici, à près de 500 km au nord du cercle arctique. Originaires d'Oulu, ces deux Finlandais rêvaient de nature, de randonnées et de pêche. Au fond de leur jardin, au-delà de la cabane qui abrite un sauna – comme il se doit –, coule la rivière Teno, le paradis des amateurs de saumon sauvage, le vrai, pas celui que les Norvégiens élèvent et engraisent dans l'océan Arctique ou la mer de Barents. Ce soir-là, Petri vient de remonter sa barque sur la rive. Bredouille, l'homme hausse les épaules. L'eau est encore haute en cette période de l'année, "et le saumon intelligent", avertit Antti Tossavainen, un pêcheur d'Utsjoki, à 43 km en amont.

Finlandais et Norvégiens se partagent la rivière et ses poissons. Les premiers traînent leurs filets vers la berge de droite, les seconds vers celle de gauche. "La frontière se trouve quelque part au milieu, là où c'est le plus profond", montre Antti, en tendant le bras. La frontière de l'Union européenne.

C'est cette nature sauvage qui a attiré

Jaana et Petri. Mais déménager ne s'est pas révélé si simple. "Il n'y a pas de travail en Finlande du Nord", soupire Jaana. Antti ne la contredira pas. Les parents de sa femme, des Finlandais de Russie, s'étaient installés après la Seconde Guerre mondiale dans la vaste municipalité d'Utsjoki qui s'étend sur plus de 5 300 km², de Karigasniemi à l'Ouest à Nuorgam à l'Est. Le couple a décidé de s'y poser lui aussi, il y a 5 ans. L'attrait d'une vie en symbiose avec la nature, où l'on pêche, chasse et cueille au quotidien pour sa consommation personnelle. "Mais on ne gagne pas beaucoup d'argent par ici. On vit comme en Roumanie ! On doit avoir plusieurs jobs pour pouvoir assurer", témoigne Antti. Lui, l'informaticien, rend des services aux uns et aux autres dans la bourgade, mais il guide aussi les pêcheurs et les chasseurs de passage, conduit un taxi en hiver, aide son ami postier et fait le commerce d'articles outdoor. "On doit payer des impôts sur nos maigres revenus et que fait le gouvernement ? Il donne notre argent aux Grecs ! Mais, nous aussi, devons pouvoir nous développer !"

Matti Korkkala, le jeune maire d'Utsjoki, le reconnaît aisément, "le défi de la

municipalité est de réussir à attirer les entreprises". "Beaucoup partent travailler en Norvège, dans les secteurs de la construction ou de la santé. Les salaires y sont plus élevés." Jaana et Petri ont appris le norvégien et trouvé un emploi à Tana, à 30 km à peine de l'autre côté de la frontière, elle comme infirmière, lui dans une entreprise délivrant des repas aux collectivités. "On a habité deux ans en Norvège, mais on voulait vivre en Finlande. On a vu une annonce pour cette maison il y a neuf ans et on a déménagé à Nuorgam", explique Jaana. "La vie est facile ici, on est moins stressé qu'en ville et les gens s'entraident."

Les Norvégiens de la région eux aussi trouvent avantage à la proximité de la frontière européenne. Les chiffres l'illustrent d'eux-mêmes : Nuorgam, 250 habitants, offre deux supermarchés, un débit d'alcool, deux boucheries de viande de renne et deux pompes à essence. Ce samedi après-midi là, c'est bien simple, les voitures immatriculées en Finlande sur le parking du K Market se comptent sur les doigts d'une main dans le flot de véhicules du pays voisin. Trois kilomètres plus loin, les douaniers mettent leur nez dans les

coffres. "Rien à déclarer en Norvège ? Pas d'alcool ?" Car là-bas, on ne peut acheter ses bouteilles que dans des établissements gérés par l'Etat, les "Vinmonopol", beaucoup plus chers que les produits hors taxes que les consommateurs norvégiens peuvent importer de Finlande dans les limites de la loi et du très raisonnable – c'est-à-dire 1 litre de spiritueux, 1,5 litre de vin et 2 litres de bière. Contrairement à la Finlande, la Norvège n'est pas membre de l'Union européenne et le "tax free" signifie donc encore quelque chose.

A deux reprises Oslo avait négocié son adhésion, à deux reprises le peuple s'y était opposé par référendum, en 1972 et en 1994. Si l'élargissement à la Finlande en 1995 n'a pas changé grand-chose "dans la vie courante", la coopération avec la Norvège "est devenue plus difficile pour tout ce qui concerne le peuple sami" et l'élevage de rennes", constate Klemetti Näkkäljärvi, le président du Parlement lapon à Inari. Il est aujourd'hui "plus facile d'organiser une exposition sur la culture sami à Madrid qu'à Oslo !", illustre Tarmo Jomppanen, le directeur du musée Siida. "Sans même parler de la Russie...", pour laquelle un visa est nécessaire.

Suite en page 22



Comme tout bon Sami, Petteri Valle élève des rennes. Mais "ne demandez jamais à un éleveur combien il en possède, c'est comme si vous vouliez savoir combien d'argent il a sur son compte en banque", explique sa femme.

Suite des pages 20 et 21

C'est dans une vaste région nordique de taïga et de toundra que vit le peuple sami, 75 000 personnes, à cheval sur quatre États : la Norvège majoritairement, mais aussi la Russie, la Finlande et la Suède. Sur les 5 millions d'habitants que compte la Finlande, ils ne sont que 9 000 à se revendiquer de ce "seul peuple indigène de l'Union européenne". Et c'est dans la commune d'Utsjoki (Ohcejohka en same du Nord) qu'on en rencontre le plus grand nombre, près de 47 % de la population locale (quoiqu'on ait parfois plus de chance de rencontrer des rennes que des êtres humains dans cette zone où la densité avoisine 0,25 habitant au km²).

A première vue, il est difficile de distinguer un Finlandais d'un Sami. Être Sami, c'est une identité, c'est partager une des langues du peuple, sa culture, son art de vivre et ses traditions. "Je suis né dans un élevage de rennes. Quand je suis avec eux dans la forêt, je me sens vraiment sami", tente d'expliquer M. Jomppanen, dont le passionnant musée sur les bords du lac Inari est tout entier dédié à la Laponie. Mais "la situation des moyens de subsistance traditionnels est inquiétante", "nous n'avons pas assez de subsides pour les sauegarder", regrette M. Näkkäläjärvi.

L'élevage de rennes, qui se pratique sur 36 % du territoire finlandais, a une portée culturelle importante. Mais, pour vivre, Petteri Valle a dû se diversifier, en louant de jolis chalets aux pêcheurs de la rivière Tenno et en emmenant les touristes dans l'immensité de la nuit polaire. Il ne dira rien du nombre de rennes qu'il possède. "Ne demandez jamais cela à un éleveur, c'est comme si vous vouliez savoir combien d'argent il a sur son compte en banque", sourit sa femme, Anne. Et si la question lui est po-

see, il répondra, comme tous les autres, qu'il en a "des deux côtés de l'arbre" !

Là-bas, dans le Grand Nord, on n'adore pas les règles imposées d'ailleurs, que ce soit d'Helsinki ou de Bruxelles. "La Finlande doit préserver un certain nombre de loups, d'ours, de gloutons, mais les éleveurs trouvent qu'il y en a trop", explique Tarmo Jomppanen. "Qu'ils les prennent tous à Helsinki s'ils les aiment tant", peste Anne. Car les gloutons ont beau être en fort petit nombre, ils s'attaquent aux rennes femelles et à leurs jeunes en leur arrachant la tête – ce qui rend très difficile l'identification de la bête et donc l'indemnisation de son propriétaire.

Les règles d'abattage des rennes ne plaisent pas plus aux Samis, à vrai dire. Près de 100 000 bêtes sont mises à mort chaque année en Finlande, et l'Union impose pour cela un cadre aseptisé. "Sinon, on ne peut pas vendre la viande", soupire Anne. Mais ces dispositions sont "mal conçues et entraînent plus de souffrances", pense M. Näkkäläjärvi, non sans déplorer le peu de connaissances de l'Europe à l'endroit de l'art de vie traditionnel de ces derniers indigènes. Avant, les rennes étaient abattus en hiver, dans le froid polaire, dans un corral à part et les carcasses étaient transférées dans des installations de transformation de viande. "A cause des règles européennes, les rennes vivants peuvent être transférés en camion jusqu'à 500 km d'ici, dans des installations où ils seront abattus", explique le président du Parlement lapon.

Mais pour Tarmo Jomppanen, le directeur du musée Siida, l'Union a quand même du bon : elle aide à préserver sa culture. Sans les fonds européens (1,2 million d'euros), demandés dès l'adhésion du pays, son musée – un modèle du genre – n'aurait jamais pu voir le jour. Or, quand il s'agit de sauvegarder les traditions et le mode de vie lapon, le travail ne manque pas. "C'est d'autant plus difficile que les jeunes quittent la région : 60 % des Samis vivent désormais hors du territoire", là où ils ne peuvent plus aller à l'école ni écou-

ter la radio dans leur langue. Helsinki, qui "n'a pas tout à fait bien rempli ses obligations internationales à notre égard", "prépare un programme de revitalisation linguistique qui devrait permettre de sauvegarder la langue" dans tout le pays, espère Klemetti Näkkäläjärvi, dont le Parlement a notamment pour tâche de réaliser l'autonomie culturelle des Samis dans un contexte pacifié.

Si la cohabitation avec les Finlandais se passe aujourd'hui plutôt bien, les Samis ont dû résister à l'aliénation linguistique et culturelle, et même surmonter la condescendance dont ils ont longtemps été victimes. Au début du siècle dernier, des scientifiques les soumettaient encore à la question et mesuraient leur crâne, histoire de démontrer qu'ils étaient moins intelligents.

Restent quelques points sensibles. "La Finlande n'a pas encore ratifié la Convention relative aux peuples indigènes et tribaux, de l'Organisation internationale du travail. Le problème des droits du peuple à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles n'est pas résolu", critique M. Näkkäläjärvi. "Nous aurions voulu pouvoir récupérer nos terres, mais c'est impossible, alors nous voulons pouvoir dire ce qu'on doit faire d'elles et de leurs ressources. En Norvège, les Samis ont le droit de dire comment utiliser l'argent du pétrole", affirme Tarmo Jomppanen. Or, si l'exploitation forestière est encadrée, précise M. Näkkäläjärvi, l'exploitation mécanique de mines d'or sur le sol de leurs ancêtres, outre qu'elle ne leur rapporte absolument rien, irrite les Samis de Finlande. Elle "affecte la qualité de l'eau et l'élevage de rennes". Et les rennes, en Laponie, c'est sacré.

→ (*) Ce peuple est plus connu en français sous l'appellation de Lapons, mais les principaux intéressés jugent ce terme péjoratif dans les langues nordiques et préfèrent s'appeler les Samis.

■ Congo-Kinshasa

Ngoy: les élections pas retardées

► Le président de la CENI souligne les contradictions de l'opposition.

Alors que le processus électoral congolais entre dans "la dernière ligne droite" avant les scrutins présidentiel et législatif du 28 novembre, le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), le pasteur Daniel Ngoy Mulunda, a donné une conférence de presse à Bruxelles pour faire le point.

Il s'est essentiellement attaché à souligner l'incohérence de l'opposition, qui après avoir refusé son accord pour reculer la date des élections – NdLR: dont les préparatifs ont démarré tardivement en raison de l'indolence de la classe politique congolaise – ("ils me promettaient l'apocalypse si le mandat du chef de l'Etat était prolongé au-delà du 6 décembre", soit cinq ans tout juste après sa prestation de serment), obligeant ainsi la CENI à mettre les bouchées doubles – ce qui a fait "exploser" les dépenses, souligne le pasteur – lui demande aujourd'hui de "retarder le vote sous prétexte qu'on ne sera jamais prêts".

Le pasteur ne l'entend pas de cette oreille et assure que huit jours après les scrutins, les résultats provisoires seront proclamés, la prestation de serment de l'élu intervenant le 20 décembre selon son calendrier. Ce sera possible, dit-il, grâce "à un nouveau système que nous avons acquis, qui prévoit que les cinq derniers électeurs comptent les votes avec le bureau; que copie des résultats soit donnée aux témoins des partis politiques présents et affichée sur place le soir-même", tout en étant transmis électroniquement à Kinshasa.

"Au lieu de nous jeter la pierre, l'opposition ferait mieux de former ses témoins, qui devraient être deux par bureau de vote, soit 124 000 personnes qui doivent participer au comptage et signer la feuille de résultats!", martèle le président de la CENI. Quelque 62 000 bureaux de vote sont en effet prévus, contre 50 000 en 2006. Des envoyés examinés où ils vont être positionnés "afin que les gens ne doivent pas marcher trop longtemps pour s'y rendre; on sait que cela avait provoqué de nombreuses abstentions en 2006".

Les dirigeants de l'opposition, accuse le pasteur Ngoy Mulunda, "nous reprochent nos retards mais eux-mêmes ne sont pas prêts". Et de souligner que la majorité des candidatures aux lé-

gislatives ne sont intervenues que dans les deux derniers jours où elles pouvaient être acceptées. Et souvent accompagnées de "dossiers incorrects". Alors qu'il y a 500 sièges à pourvoir, la CENI a déjà reçu 13 000 candidatures en provenance de huit des onze provinces (les trois dernières doivent les rentrer ce week-end au plus tard).

Evoquant les inscriptions frauduleuses sur les listes électorales (notamment de mineurs d'âge, au Katanga notamment), le vice-président de la CENI, Jacques Djoli (MLC – opposition) a souligné pour sa part que "les partis politiques n'ont jamais eu la volonté ou la capacité de déployer des témoins dans les centres d'inscription".

Bien que la loi ne le prévoit pas, le président de la CENI est néanmoins prêt, a-t-il dit, à discuter avec l'opposition – "pour répondre à la demande de transparence" – du désir de celle-ci que le fichier électoral soit soumis à un audit. La CENI avait proposé que l'opposition fournisse des informaticiens pour ce faire, mais l'opposition a donné les noms de témoins politiques. "Nous devons nous entendre sur les critères de choix de ces personnes et sur le travail qu'elles feront", dit le pasteur.

En raison de l'explosion des coûts occasionnée par l'obligation de travailler vite pour rattraper les retards entraînés par la nonchalance initiale, le gouvernement congolais finance au final 80% des coûts des scrutins (qui s'étaleront jusqu'en 2013), les 20% restants l'étant par la communauté internationale, qui gère elle-même ses fonds; c'est elle qui paie ainsi les 300 000 agents électoraux. En 2006, cette dernière payait 90% des coûts et le Congo 10%.

MFC



L'obligation de rattraper les retards a fait exploser les coûts.

Pologne

Un homme s'immole devant le siège du gouvernement

Un homme de 49 ans, qui avait des problèmes financiers, a tenté de s'immoler par le feu devant le siège du gouvernement polonais, vendredi. Ce père de trois enfants, habitant la région de Varsovie, a expliqué sa situation dans une lettre qu'il avait épinglée à un banc à proximité du lieu de son geste de désespoir : il avait notamment affaire à un huissier pour non-paiement de dettes. Le Premier ministre polonais Donald Tusk, en tournée électorale dans le Nord-Ouest du pays avant les élections législatives du 9 octobre, a annoncé qu'il rentrerait à Varsovie pour rendre visite à la victime, si son état de santé le permettait. (AFP)

France

Le Panaméen "libéré" reste détenu

Un juge français a accordé vendredi la libération conditionnelle à Manuel Noriega, qui purge une peine en France après une autre aux Etats-Unis. Mais l'ancien dictateur du Panama restera en prison jusqu'à son extradition vers son pays, pour l'heure bloquée par un imbroglio judiciaire. Noriega, ex-employé de la CIA, fut renversé en 1989 par une intervention armée américaine. (AFP)



CARLOS GUARDIA/AP

France

Confrontation entre DSK et Banon

Le Parquet de Paris a décidé d'organiser une confrontation entre Dominique Strauss-Kahn et Tristane Banon, la jeune femme qui l'accuse de tentative de viol. Dominique Strauss Kahn "a fait savoir au service en charge du dossier qu'il se tenait à sa disposition" pour participer à cette confrontation, ont déclaré ses avocats. Tristane Banon, 32 ans, qui a porté plainte contre Dominique Strauss-Kahn pour une tentative de viol perpétrée selon elle en 2003, avait indiqué jeudi qu'elle voulait être confrontée à celui qu'elle accuse pour qu'il lui "dise droit dans les yeux" que les faits qu'elle dénonce sont "imaginaires". DSK a porté plainte contre M^{lle} Banon pour dénonciation calomnieuse. (AFP)

Cambodge

Inondations: 58 morts

Des inondations plus graves que les années précédentes ont fait au moins 58 morts au Cambodge, dont 31 enfants, ont indiqué les autorités. Les pluies diluviennes qui frappent le pays depuis le mois d'août et le débordement du Mékong ont inondé de vastes zones et touché des milliers d'hectares de rizières, a précisé Keo Vy, du Comité national pour la gestion des catastrophes. Plus de 5 000 familles ont été évacuées, a-t-il ajouté. (Belga)

Libye

Total relance la production de pétrole

Le groupe français Total a annoncé qu'il avait repris "ce vendredi" la production de pétrole sur une plate-forme au large de la Libye, ce qui fait de lui la première compagnie étrangère à rouvrir le robinet d'or noir depuis la chute du régime de Kadhafi. La plate-forme d'Al Jurf, à l'arrêt depuis mars, est opérée par Mabruk Oil, une compagnie libyenne, et située sur un champ détenu à 50% par la compagnie nationale libyenne. (AFP)

Zambie

L'opposant anti-chinois Sata est élu président

Le chef de l'opposition zambienne, le leader populiste Michael Sata, 74 ans, a prêté serment vendredi comme nouveau président, cérémonie retransmise en direct à la télévision nationale, tandis que des centaines de ses sympathisants l'acclamaient devant la Cour suprême. Dans la nuit précédente, le président de la Cour suprême l'avait proclamé vainqueur, face au président sortant Rupiah Banda, au terme d'un scrutin tendu et émaillé de violences qui ont fait au moins deux morts. Michael Sata a longtemps milité contre la massive présence chinoise dans le pays et un entrepreneur chinois de Zambie au moins avait ordonné à ses employés de voter contre lui lors du précédent scrutin présidentiel, 2006, à l'issue duquel M. Sata avait contesté sa défaite. Il avait cette fois mis de l'eau dans son vin. Vendredi, à Lusaka, les Chinois ne sortaient cependant pas dans la rue même si beaucoup estiment que le nouveau président ne pourra éviter de travailler avec eux. (d'après AFP)



Série
D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrez dans votre "Libre" quotidiennement. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. Notre voyage passe aujourd'hui par le point le plus oriental de l'Union européenne, à Chypre, avant de repartir vers son centre, qui se situe à Gelnhausen, en Allemagne.

Ayia Napa, ancien village de pêcheurs, a développé des infrastructures destinées à attirer tous les types de vacanciers, comme la piste cyclable qui longe la côte.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

lalibre.be

DOSSIER
Retrouvez, sur le site de "La Libre", la carte des points extrêmes de l'Union et une série de photos.

► Trouver l'est de l'Union européenne n'est pas une mince affaire. Si l'Union considère que tout Chypre en fait partie, le nord de l'île demeure pourtant sous occupation turque.

Reportage **Gilles Milecan**
Envoyé spécial à Chypre

En 1974, Liz Taylor, Raquel Welch et Brigitte Bardot incarnent Varosha. La station balnéaire dernier cri est alors la destination la plus courue de Chypre. L'expression ne fait pas, alors, partie du langage courant mais c'est bien la jet-set qui s'y donne rendez-vous. Les catalogues touristiques alignent les forfaits "all in" n'existent pas et le tourisme de masse n'a pas encore apprivoisé l'avion. Varosha, banlieue cossue de Famagouste, aligne les étoiles par rangée de cinq.

Le 20 juillet, 40000 soldats turcs envahissent le Nord de l'île. En deux jours, ils conquièrent environ 3% du territoire. Le coup d'Etat fomenté par les colonels grecs pour accaparer l'île leur a servi de prétexte. La tentative d'"enosis" (union des terres considérées comme grecques) du 15 juillet est étouffée le 23 mais les divisions turques ne plient pas bagage pour autant. Trois semaines plus tard, l'opération "Attila II" est engagée par l'état-major turc. Objectifs: Kyrenia sur la côte nord et Famagouste sur le versant est. Le 15 août, les combats font rage à Famagouste. Craignant un massacre, la population de Varosha abandonne la ville du jour au lendemain.

Lors de la partition du pays, le quartier branché au sud de Famagouste est clôturé et désormais inaccessible à qui que ce soit. Les colons turcs ne peuvent y poser la moindre valise. Les propriétaires grecs ne peuvent y revenir ni même récupérer ce qu'ils ont, dans la précipitation, abandonné.

Seul le vent parcourt les rues et profite des terrasses donnant sur la mer. Seule la nature s'insinue sur les trottoirs menant aux magasins jadis luxueux. Seules les tortues profitent de la plage pour y assurer leur descendance. Seule la rouille colore les antiques structures métalliques. Varosha, banlieue fantôme de Famagouste, aligne les vitres brisées par le temps.

Quinze kilomètres plus au sud, Ayia Napa a tenté de rassembler les joyaux descellés de la couronne de son aînée. Comme toute actrice reprenant un rôle, elle y a insufflé sa propre personnalité. Et perdu quelques étoiles en route. La jet-set n'est plus une cible. Ici, c'est le grand public que l'on attire. La verroterie a remplacé le diamant. Les immeubles de dix étages écrasent les maisons de pêcheurs. La population a augmenté mais sans commune mesure avec la capacité de logement qui a, elle, littéralement explosé. La majorité des vacan-

ciers comblent les 45 kilomètres qui séparent "Napa" de l'aéroport de Larnaca à bord des cars affrétés par les tour operators. Il leur faut un brin de vigilance pour ne pas manquer leur destination tant les dénominations de villégiatures se ressemblent. Sur quelques mètres, les roues en plastique des bagages signalent aux réceptionnistes leur arrivée. Souvent, ils ont craqué pour une formule all-in dans un des innombrables villages-hôtels alignés le long de la côte. Le programme pourrait être familial. De nombreux "resorts" ont flanqué leurs piscines de quatre ou cinq toboggans. Quelques animations rythment la journée. Chasse aux trésors ou bingo, par exemple. En soirée, karaoké et danses en groupe figurent une version sage de la vie nocturne de Napa.



Une station radar britannique occupe la pointe Est de la République de Chypre, si l'on ne tient pas compte de la zone occupée, au Nord de la "ligne Attila".

ciers se raconteront à celles et ceux qui, n'ayant pas le pied marin, ont opté pour Nissi Beach. A trois arrêts de bus du centre-ville ou, pour les plus vaillants, au bout de la piste cyclable qui borde la mer, le son monte dès 14 heures. La mousse envahit la terrasse du bar principal où se distribuent les flyers annonçant les extravagances du soir.

Les arguments pour attirer le client visent le ventre, le bas du ventre même. Prolongations de happy hours, carafes de bière gratuite, filles en bikini un rien provocatrices composent les tapageuses invitations. Il n'est pas rare que la remise du carton soit accompagnée d'un petit bon signé par son distributeur. Histoire que son bénéficiaire se sente vraiment désiré mais surtout que le boss qui finance ces heures de promotion puisse vérifier sur qui il peut compter.

Car le gros de la troupe est constitué de jeunes adultes qui mesurent leur séjour en nuits et non en jours. Au bateau de pirates qui propose un cabotage sans véritable aventure, ils préfèrent le "fantasy boat". Danse sur les tubes du moment, jeux à boire et/ou à connotations sexuelles scandent la croisière diurne. Plongeurs pour attraper des canettes au vol, concours d'à-fonds et mimes éroti-

ques se raconteront à celles et ceux qui, n'ayant pas le pied marin, ont opté pour Nissi Beach. A trois arrêts de bus du centre-ville ou, pour les plus vaillants, au bout de la piste cyclable qui borde la mer, le son monte dès 14 heures. La mousse envahit la terrasse du bar principal où se distribuent les flyers annonçant les extravagances du soir.

"La majorité des touristes sont des jeunes adultes qui mesurent leur séjour en nuits et non en jours."

ter. Les mêmes rabatteurs battent le pavé dès 22 heures et foncent sur ceux qu'ils ont abordés dans l'après-midi. C'est le moment de transformer l'essai. Un brin de pommade verbale, un sourire évocateur et, pour les plus indécis, un petit cadeau supplémentaire. Fioles multicolores et "shoots" de vodka aux parfums les plus surprenants circulent en permanence. "L'idée est de capter l'attention, explique Christiana, barmaid à l'Ambassadors bar. Une fois qu'ils ralentissent le pas, les gens sont quasiment pris dans la toile. Ce n'est pas bien compliqué car s'ils viennent ici, c'est pour boire et se laisser aller."

Le rallye débute. Les bars ne sont que des étapes. Chacun a un style bien à lui. La jungle, le château médiéval, le bateau de corsaires ou le bar préhistorique sont autant de repères pour les groupes voyageant au gré des promotions temporaires. La nuit avance et les démarches sont moins assurées. La sueur perle sur les tatouages. Emily, une jeune Russe, a convaincu sa copine de l'accompagner quelques minutes encore. Lorsqu'elle lève la jambe à son front en criant: "Je suis une ballerine", elle capte

l'attention d'un groupe entier de sauveteurs façon "Alerte à Malibu". Cette vingtaine d'Anglais vient de Manchester et enterre la vie de garçon d'Allan. Ils sont méthodiques et n'essuient aucun établissement. "Un verre à chaque endroit. Minimum", assure Terry, dont l'élocution n'est déjà plus parfaite. Des feux d'artifice "d'intérieur" éclatent quelques mètres plus loin. Emily et son amie foncent. Trois Anglais les suivent. Les sons se font concurrence mais sans réelle surenchère. Tout le quartier joue collectif. Pas de place pour les débordements. Hurler son amour pour Ayia à l'invitation d'un DJ, ce n'est pas un débordement, c'est un must. Les habitués (déjà venus dans la semaine) initient les nouveaux aux morceaux sur lesquels on bouge comme ça ou on crie cela. Mi-mai, les fêtards sont en grande majorité russes. "Les Anglais viennent plus tard dans la saison", sourit Christiana sous les néons rouges de son bar. Elle entame sa septième saison à Ayia Napa et ses yeux concèdent un brin de las-

Suite page 18

Suite de la page 17

situde. Les karaokés "spécial Robbie Williams", les photos avec un perroquet sur l'épaule pour un euro, les boxing machines pour gars qui passent la journée torse nu, elle ne les voit même plus.

Son visage se transforme pour la pose avec l'escouade de Manchester. Le sourire s'élargit. Business, business. Un bon souvenir garantit l'envie de revenir. Et les pourboires ne sont pas rares.

Le futur marié semble hésiter: strip-tease ou non? Là aussi, on travaille au forfait. "Trois boissons+danse privée" annonce le carton conservé précieusement par ses amis. Ils ont choisi. Et termineront leur nuit à l'heure où Thalassa, le musée de la Mer, ouvre ses portes. Fierté culturelle de la ville, le bâtiment résolument moderne abrite le plus vieux vaisseau de commerce grec (construit en -400) jamais ramené à la surface. La visite est vite terminée.

Pour occuper leur après-midi, quelques curieux louent un vélo ou une voiture. But de promenade, la petite réserve naturelle à la pointe sud-est de l'île. Une falaise où se fracassent de belles vagues sert d'arrière-plan aux photographes qui posent invariablement leurs appareils sur les mêmes rochers. Trois clichés et puis s'en vont. Rien ne distingue l'extrême Est de l'Union européenne des quelques kilomètres de côte qui y mènent. Pas une balise, pas une pancarte, sauf celles interdisant l'accès à la station radar de l'armée britannique.

Et pour cause. Il n'y a pas un Chypriote grec pour considérer que l'extrême Est de leur île se trouve à cet endroit. Le Karpas National Park est en effet incontestablement plus à l'Est. Mais il se trouve en zone occupée. Le traité d'adhésion de Chypre à l'Union européenne précise bien que toute l'île appartient à l'Union, y compris la partie située au nord de la ligne Attila et ce, bien que l'application de l'acquis communautaire y demeure "gelée". Cette conception a, naturellement, heurté la Turquie, seul Etat au monde à reconnaître l'existence de la République turque de Chypre du Nord, autoproclamée depuis 1975. Si les relations se décrispent, notamment depuis l'ouverture de nouveaux passages entre le Nord et le Sud, la RTCN reste une zone dont le statut est ambigu. Le touriste peut s'y rendre mais il n'y est assuré que moyennant une surprime. Les contrôles se limitent à l'examen d'un document d'identité mais les rancœurs sont encore fort vivaces. Pour bon nombre d'habitants du Sud, "un bon Turc, c'est un Turc mort".

La dernière tentative de réunification reposant sur le plan élaboré en 2004 par le secrétaire général des Nations unies de l'époque, Kofi Annan, a été acceptée par les habitants du Nord. Elle a en revanche subi un cuisant échec au Sud, où plus de 75 %



Le rallye nocturne d'Ayia Napa compte un nombre considérable d'étapes incontournables.

de la population l'a rejetée, laissant de facto la partie septentrionale aux portes de l'Union. Le ressentiment historique et la volonté de recouvrer la souveraineté sur l'entièreté du territoire ont pesé lourd. Il se dit aussi que l'industrie du tourisme, par la force des choses liée au monde politique (à Ayia Napa, le Tsokkos Hotel, le Tsokkos Village-Hotel, Tsokkos rent-a-bike et Tsokkos rent-a-car portent le patronyme du maire de la ville), ne verrait pas nécessairement d'un bon oeil une réunification qui profiterait probablement au développement touristique du nord de l'île.

Le principe d'une fédération bizonale et bicommunautaire est pourtant acquis depuis des accords signés en 1977 et 1979. Mais, depuis, on en est resté au stade du principe.

L'échec du plan Annan a poussé l'Union européenne à miser sur un rapprochement "sur le terrain" alimenté par des mesures concrètes: ouverture de nouveaux points de passage et aide au développement économique du Nord (environ 260 millions d'euros en 2009). En visite sur place en février 2010, l'actuel secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-Moon, a listé les points de négociations. Pour obtenir un accord global, il s'agira de déterminer l'étendue des pouvoirs de l'Etat fédéral, les Turcs étant partisans d'une forte autonomie régionale, contrairement aux Grecs. Les questions de sécurité (garantie par un traité datant de 1960 que les Turcs souhaitent voir maintenues alors que les Grecs demandent son abrogation) et des colons seront également fort délicates car elles concernent le sort de plusieurs dizaines de milliers de colons originaires de Turquie ainsi que celui des 40000 soldats turcs casernés dans la république autoproclamée. L'exploitation des ressources naturelles est également un sujet délicat. Récemment, la Turquie s'est montrée fort ferme, voire menaçante, si les forages annoncés par Chypre en collaboration avec Israël étaient menés plus avant. La flotte ne croise jamais très loin. La question du découpage territorial sera cruciale, comme le sera celle de la restitution des propriétés de Chypriotes grecs spoliés à la suite de l'invasion. Un arrêt de la Cour de justice des communautés européennes laisse cependant peu de marge d'appréciation en la matière car, confirmant une condamnation à restituer son bien à un propriétaire chypriote grec, il fera inévitablement jurisprudence pour les innombrables cas similaires.

Ainsi, Varosha, qui est, dans l'imaginaire des Chypriotes grecs, comme un jouet volé par les Turcs, devrait revenir à ses anciens habitants ou à leurs ayants-droits. Les paisibles tortues n'auront plus alors qu'à s'en remettre à l'ancienne locataire devenue égérie de la défense des droits des animaux pour éviter un nouveau démantèlement.

Ainsi, Varosha, qui est, dans l'imaginaire des Chypriotes grecs, comme un jouet volé par les Turcs, devrait revenir à ses anciens habitants ou à leurs ayants-droits. Les paisibles tortues n'auront plus alors qu'à s'en remettre à l'ancienne locataire devenue égérie de la défense des droits des animaux pour éviter un nouveau démantèlement.

Ainsi, Varosha, qui est, dans l'imaginaire des Chypriotes grecs, comme un jouet volé par les Turcs, devrait revenir à ses anciens habitants ou à leurs ayants-droits. Les paisibles tortues n'auront plus alors qu'à s'en remettre à l'ancienne locataire devenue égérie de la défense des droits des animaux pour éviter un nouveau démantèlement.

■ Union européenne | Partenariat oriental

La Biélorussie reste isolée

► Loukachenko continue de bafouer la démocratie. L'UE cherche le bon levier.

La Biélorussie était la grande absente du sommet du Partenariat oriental de l'Union européenne (UE) ces jeudi et vendredi à Varsovie. Alexandre Loukachenko, qui n'était pas invité puisqu'il est interdit de visa sur le territoire de l'Union, a refusé d'envoyer quelque représentant que ce soit à la réunion des Vingt-sept et de leurs six partenaires orientaux - Géorgie, Arménie, Ukraine, Moldavie, Bélarus et Azerbaïdjan. Le ministère biélorusse des Affaires étrangères n'était pas représenté non plus puisqu'il a décliné l'invitation au sommet et a même refusé d'y dépêcher son ambassadeur, dénonçant "des mesures discriminatoires sans précédent" de la part des organisateurs européens.

En revanche, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE ont rencontré des représentants de l'opposition biélorusse. La chancelière allemande, Angela Merkel, leur a confirmé son soutien et exprimé son pessimisme quant à "un progrès sur la voie de la démocratisation" dans le pays. La situation en Biélorussie inquiète les Européens qui, à l'issue du sommet, se sont dits "profondément préoccupés concernant la détérioration des droits de l'homme et de la démocratie" et ont demandé "la libération immédiate et la réhabilitation de tous les prisonniers politiques, la fin de la répression de la société civile et des médias et l'ouverture d'un dialogue avec l'opposition politique".

Cela n'empêche pas une partie des opposants au régime de Loukachenko de critiquer la coopération économique de l'UE avec "la dernière dictature en Europe". Des chiffres publiés hier par Eurostat faisaient état d'échanges en forte hausse entre l'Union et la Biélorussie (24 % des exportations de l'UE

parmi les six pays du Partenariat oriental, soit 4 milliards d'euros). Pour Amnesty International aussi, les politiques commerciales de l'UE ne sont pas "suffisamment sensibles au respect des droits de l'homme en général", a déclaré Elena Zacharenko, assistante en politique extérieure.

Certains opposants au régime demandent dès lors des sanctions économiques plus sévères. C'est le cas de Natalia Radina, une journaliste biélorusse indépendante, exilée en Lituanie. Battue et emprisonnée pour sa couverture des élections présidentielles de décembre 2010, elle estime que l'UE doit "aggraver les sanctions économiques contre Minsk" car c'est ce que craint vraiment le régime de Loukachenko. Son collègue, Oleg Belebine, a été retrouvé pendu dans sa maison de campagne au début du mois de septembre. Persuadée qu'il ne peut s'agir d'un suicide, Radina affirme que "les autorités biélorusses peuvent tuer impunément les militants de l'opposition et les journalistes en faisant croire à des suicides".

Elle espère aujourd'hui que l'UE va suivre l'exemple des Etats-Unis et prendre des mesures contre les entreprises d'Etat: "l'Europe continue à faire des affaires avec le régime Loukachenko pour des raisons pragmatiques", dit-elle. Pour cette journaliste en exil, l'argument d'une aggravation de la situation économique en Biélorussie en cas de sanctions économiques ne tient pas, car "les Biélorusses vivent déjà sous le seuil de pauvreté et sont constamment menacés d'être emprisonnés sans raison". Un avis en partie partagé par Amnesty International qui estime que "la situation économique est un des leviers les plus efficaces pour l'UE". Des sanctions plus fortes pourraient être envisagées "à condition de ne pas mettre en danger la situation civile qui doit pouvoir continuer à bénéficier d'une aide européenne".

Mais la chancelière Angela Merkel a quant à elle estimé que de plus fortes sanctions économiques pourraient constituer "une arme à double tranchant". La Pologne, qui préside le Conseil de l'Union et qui est très impliquée dans le Partenariat, a tenté de tendre la main à Minsk durant le sommet lui promettant une aide financière en échange de la libération des prisonniers politiques et de l'organisation d'élections libres.

Mais l'absence de la Biélorussie au sommet du Partenariat oriental n'a fait que renforcer l'opinion en Occident selon laquelle Loukachenko continue d'isoler son pays sur la scène internationale. T.M. (St.)

"Les autorités biélorusses peuvent tuer impunément les militants de l'opposition et les journalistes en faisant croire à des suicides."

■ La Journée européenne

Service européen d'action extérieure break

Ces neuf derniers mois, pas moins de 60 personnes ont déserté le Service européen d'action extérieure (SEAE), qui pour le Conseil européen, qui pour la Commission, qui pour le Parlement européen, qui encore pour le privé, rapporte le site EUobserver. Et ce alors qu'on se bousculait il y a peu, pour rejoindre le SEAE. Selon des sources anonymes dont EUobserver a recueilli les confidences, la principale raison de ses départs précipités est la gestion "chaotique et cauchemardesque" du service, qui n'a pas encore fêté son deuxième anniversaire. L'organigramme du SEAE est décrit comme un dédale, même pour les insiders, certains fonctionnaires n'ont pas de téléphone ou d'accès à leur e-mail et les frais de missions sont remboursés avec retard, les ordinateurs insuffisamment sécurisés... Le tout sur fond de relations empoisonnées et de découragement. David O'Sullivan, directeur général administratif du SEAE assure à EUobserver que tout rentrera dans l'ordre, quand le service prendra ses quartiers dans son nouveau QG, en mars. Mais selon des sources syndicales, le SEAE pourrait se désagréger petit à petit, au profit, assurent d'aucuns, de nouveaux départements créés à la Commission et au Conseil. Affaire à suivre...

Juppé rejoint le camp fédéraliste

Ce que les Britanniques appellent le "F word" (le fédéralisme, pas l'autre "F word") est redevenu tendance, ces derniers temps. Interrogé jeudi sur France 2 sur la crise de la zone euro, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé s'est dit favorable à "une véritable fédération européenne", pour assurer la solidarité entre Etats membres. Selon M. Juppé, la constitution d'un gouvernement économique serait une première étape. Enfin, la première étape, ce sera déjà de s'entendre sur la nature, intergouvernementale ou communautaire, de ce gouvernement économique.

Les Britanniques de plus en plus généreux

A l'avant-veille du congrès annuel du parti conservateur du Premier ministre britannique David Cameron, est tombée une information qui risque de faire monter la température eurosceptique dans le camp des Tories. Selon un rapport sur le budget européen 2010, publié ce vendredi par la Commission, la contribution nette (la différence entre ce qu'un Etat membre a versé au budget européen et les fonds qu'il a perçus) du Royaume-Uni au budget européen a doublé en trois ans, passant de 2,8 milliards en 2008 à 5,4 milliards en 2010. Ce qui s'explique, selon la Commission, par le fait que l'accord signé en 2007 sur la réduction du rabais britannique a été mis en œuvre; par les taux de change entre la livre sterling et l'euro, et parce que le Royaume-Uni s'enrichit - sa contribution au budget européen est calculée en fonction du PIB. Voilà qui n'est pas de nature à tempérer le discours de M. Cameron, qui insiste pour un gel des dépenses de l'Union pour le budget pluriannuel 2014-2020.



Entre autres missions, « La Lumière » c'est une **Entreprise de Travail Adapté** qui offre un emploi à 52 ouvriers handicapés.

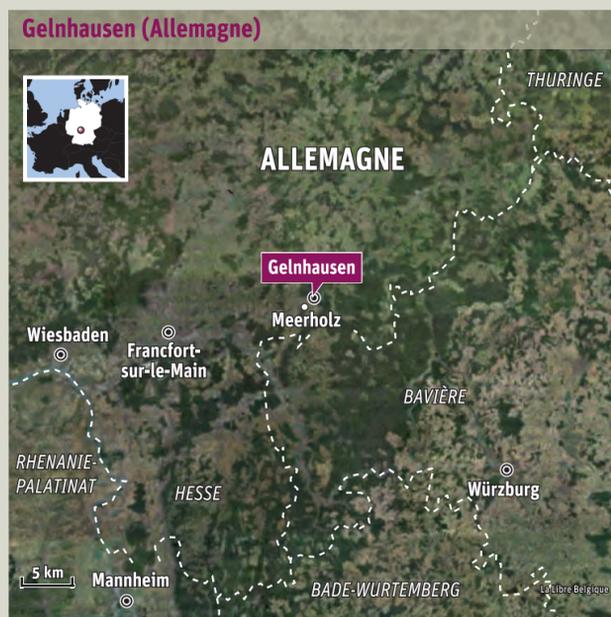
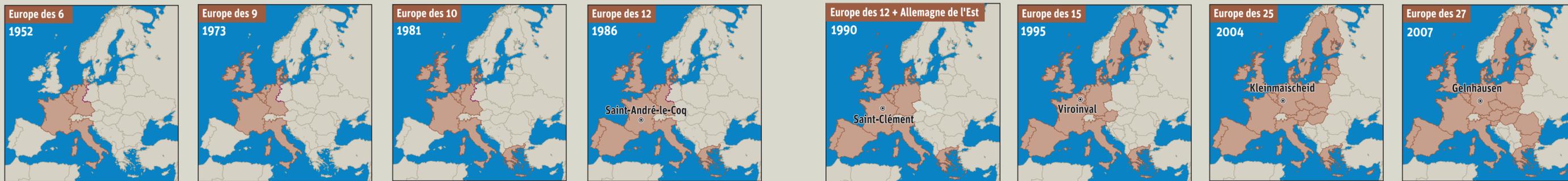
- Nos activités :
- mailing et expédition de courrier,
 - gestion électronique de documents,
 - conditionnements manuels,
 - reliure et dorure de tous types de volumes et registres,
 - restauration de livres anciens,
 - cannage et rempaillage,
 - gravure et duplication de CD et DVD.

Aider « La Lumière », c'est offrir aux personnes moins valides les ressources qui leur sont nécessaires pour devenir confiantes et autonomes.

Toute contribution financière de votre part nous donne les moyens de poursuivre des programmes efficaces d'intégration sociale.

Pour soutenir notre action, vous pouvez faire un don sur le compte BE34 3400 5686 6690. Vous souhaitez contribuer par un legs ? Nous vous renseignons en toute discrétion au 04/222.35.35. Merci !

« LA LUMIERE », Œuvre Royale pour Aveugles et Malvoyants, ASBL
Boulevard L. Hillier 1 - 4000 LIEGE - tél. 04/223.25.48
eta@lalumiere.be www.lalumiere.be



Série
D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne (UE) nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrez dans votre "Libre" quotidiennement. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. Après vous avoir emmenés au point culminant qu'est le Mont-Blanc ("LLB" du 13/9), dans la région la plus pauvre au Severozapaden bulgare (17/9), dans le village le plus septentrional de la Laponie finlandaise (24/9), à l'extrême est de Chypre (1/10), nous voilà partis pour le centre de l'Union à Gelnhausen, avant de nous envoler pour l'Irlande et son point le plus à l'Ouest samedi prochain.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

lalibre.be

DOSSIER

Retrouvez, sur le site de "La Libre", la carte des points extrêmes de l'Union et les premiers volets de notre série.

Clochemerle au cœur de l'Union

► Meerholz, un bourg de la commune de Gelnhausen, a été consacré centre de l'Union européenne en 2007. L'occasion de faire la fête et d'ériger un monument. Pour le reste...

Reportage **Sabine Verhest**
Envoyée spéciale à Gelnhausen

L'artiste Bernd Wilfer s'en vient avec amusement comme si c'était hier. "Un ami m'a appelé de Berlin, il venait de voir à la télévision que Meerholz devenait le centre de l'Union européenne. Je lui ai rappelé qu'on n'était pas le 1^{er} avril. Mais je suis aussitôt allé voir mes voisins d'en face : ils savent tout en ville." Le 3 janvier 2007, alors que la Bulgarie et la Roumanie viennent d'adhérer à l'UE, la commune allemande de Gelnhausen, en Hesse, apprend avec stupéfaction qu'un de ses bourgs, Meerholz, succède au village de Kleinmaischeid comme nouveau "Mittelpunkt der Europäischen Union".

"La joie a été d'autant plus grande que la surprise était totale", se souvient le jeune bourgmestre social-démocrate, Thorsten Stolz. "Personne ne savait qu'un institut scientifique faisait ce genre de calculs", le très sérieux Institut géographique national français (IGN) en l'occurrence, qui détermine les différents points centraux depuis près de 25 ans. Mais la surprise est également, et surtout, venue du fait que Has-selroth-Niedermittlau préparait depuis des mois une grande fête, sûr d'abriter, lui-même, le centre de l'Union élargie "à 200 mètres à peine du point actuel" ! "Pour eux, c'était la catastrophe", relate M. Stolz, mais "nous restons amis" malgré tout. Enfin, presque. Le 11 novembre 2009, deux cents personnes ont tenu à célébrer une hypo-

thétique "récupération du centre de l'Union européenne". Un "événement historique", qui ne manqua, en fait, pas d'humour. "Nous sommes le centre et là où le centre se trouve, le centre doit revenir !", clama Gustav Ost, le président du café-théâtre Schwefelholz. Meerholz put néanmoins garder le titre virtuellement, concéda bon prince le bourgmestre Uwe Scharf. Et pour cause, l'homme redoutait de se disputer avec sa femme : elle vient de Gelnhausen.

La nuit est déjà tombée quand Bernd Wilfer, mieux connu sous son nom d'artiste Q.Fell, décide d'aller voir où se trouve exactement ce point à 50°10'21"N et 09°09'00"E. Une cinquantaine d'autres personnes ont nourri la même idée. "C'était un champ de terre et je me suis dit : c'est ça le centre de l'UE ? Ça ne peut pas être ici, c'est plein de boue !" Quelqu'un a planté un bâton et écrit "EU Mittelpunkt" sur un papier." Thorsten Stolz, qui travaillait encore à Francfort à l'époque, est rappelé illico. "Les habitants ont organisé une fête spontanée, il y avait à boire, à manger, on chantait", raconte-t-il. Mais si les habitants de Meerholz exultent, un au moins trouve sur le coup la nouvelle saumâtre : Eckhard Paul, l'agriculteur propriétaire du champ de blé au pied de la colline Niedermittlauer Heiligenkopf. "Il n'était pas très content que les gens viennent piétiner son champ, mais il a été dédommagé et tout est rentré dans l'ordre", se souvient Bernd Wilfer.

Dans le froid du mois de janvier, "ma première pensée a été : où sont les autres Européens ?" Je trouvais qu'il devait y avoir quelque chose permettant aux gens de savoir dans quelle direction étaient les autres pays." Très vite, la question d'un monument se pose et Q.Fell planche sur un projet avec un groupe d'artistes locaux. Il imagine un large cylindre de grès, sur lequel on peut s'asseoir (et visiblement boire un coup, à voir la marque de tesson de bouteille incrustée). Il pense y graver



La Via Regia passait par Gelnhausen, la ville de Barberousse. Mais le centre de l'Union se trouve en fait plus loin sur la commune, à 6 km environ, à Meerholz. Ce n'est pas pareil.

des sillons indiquant la direction des vingt-six autres pays de l'Union. Et y creuser une urne, scellée par une colombe, pour introduire de la terre des vingt-sept Etats membres. Le 7 juillet 2007, le monument est inauguré en grandes pompes, mais une année sera encore nécessaire pour l'achever. "Il n'a pas été facile d'acheminer de la terre de partout. On nous en a arrêté à la douane ! L'UE signifie que nous sommes unis et voilà que le premier problème qu'on rencontre, c'est qu'on ne peut pas transférer

une poignée de terre d'un pays à l'autre !" L'œuvre de Q.Fell, flanquée des drapeaux européen, national, régional et local (quand un plaisantin n'a pas l'idée saugrenue d'en voler un), est aujourd'hui un lieu de promenade, qui a vu venir des visiteurs du monde entier, y compris de Papouasie. Toutefois, si dans les premières semaines après l'annonce de la bonne nouvelle les appels ont afflué à l'office du tourisme de Gelnhausen, "depuis deux ans, nous en avons nettement moins", constate sa

responsable Monika Hartmann. "Le temps qu'on prépare quelque chose" pour les touristes, "et le téléphone n'a plus sonné !" Pour elle, "cela aurait été mieux si le centre de l'UE s'était trouvé sur Obermarkt", la très jolie place du marché de la ville de Barberousse, que 20 000 personnes viennent visiter chaque année. Mais le centre de l'Union, lui, se situe dans un champ à 6 km de là, trop loin des promenades qu'organise l'office du tourisme. Et puis Meerholz a beau se trouver sur la commune de

Gelnhausen, il reste Meerholz et fier de l'être. "Des gens se sont beaucoup investis dans le centre, et ont œuvré pour nous en tenir éloignés. On a essayé d'apporter notre aide, mais c'était difficile. Ils veulent garder le centre pour eux", soupire Monika Hartmann.

Pour Simone Grünwald, qui déambule costumée dans les rues

Suite en page 20

Suite des pages 18-19

de la ville afin de mieux incarner ses visites guidées, peu importe de toute façon : "on a toujours été au milieu de l'Europe". La Via Regia, la voie royale qui reliait Leipzig à Francfort, et même Kiev (en Ukraine) à Saint-Jacques de Compostelle (en Espagne) au Moyen Âge, traverse bien, elle, le centre de Gelnhausen.

Quoi qu'il en soit de cette petite querelle de clocher, le bourgmestre Stolz espérait que la promotion allait sensibiliser ses administrés à la chose européenne. S'il est une date symbolique qu'ils connaissent, c'est le 9 mai, jour de l'Europe, jour de la grande fête qu'organisent les habitants de Meerholz, jour de commémoration de la déclaration de Robert Schuman qui proposa, en 1950, de mettre en commun les productions françaises et allemandes de charbon et d'acier. Mais, la fête passée, "à Meerholz, où l'on est si fier de se trouver au centre, le taux de participation aux élections européennes est aussi bas qu'ailleurs, à 30 %", sachant que les législatives attirent 80 % de la population. "Les eurosceptiques le sont restés", pense Bernd Willfer. "Certains croient que le centre est quelque chose de très positif. D'autres s'en fichent complètement. A mon avis, huit dixièmes des gens qui vivent ici n'y sont jamais venus." Bref, "cela n'a pas d'influence sur l'acceptation de la construction européenne", constate M. Stolz.

Et cela ne risque pas de s'améliorer puisque, au fil des élargissements de l'Union européenne, le centre a migré et migrera encore. A l'époque où ce qui s'appelait la Communauté économique européenne (CEE) comptait douze membres (1), il se situait à Saint-André-le-Coq en France. La réunification allemande, en 1990 dans la foulée de la chute du mur de Berlin, le déplaça jusqu'à Saint-Clément. L'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède en 1995 l'amena jusqu'en Belgique à Viroinval, avant de le voir partir pour l'Allemagne, à Kleinmaischeid, avec l'entrée de dix pays d'Europe centrale, baltique et méridionale (2).

Pour la commune belge, consacrée neuf ans durant, le centre de l'Union des Quinze a représenté "un levier de promotion exceptionnel, une manière de se faire connaître comme petit coin de paradis", affirme le secrétaire d'Etat Jean-Marc Delizée, bourgmestre de Viroinval de 2001 à 2004. Pour une entité méconnue, issue de la fusion des communes, l'annonce a constitué une vraie aubaine. "Cela nous a fait une campagne médiatique qu'on n'aurait jamais pu se payer", note Jean-Pol Colin, bourgmestre faisant fonction entre 1995 et 1999. Les journalistes se sont plus que jamais pressés à l'époque. Comme à Gelnhausen, la surprise s'était révé-



Le centre de l'Union des Vingt-sept se trouve dans ce champ, une zone qui était habitée à l'âge intermédiaire de la pierre.

lée de taille. "Une personne de l'ambassade de France à Bruxelles m'a appelé par téléphone pour m'informer. Je croyais que c'était un canular", se souvient Jean-Pol Colin. Mais d'autres dans la commune avaient reçu le même "coup de fil bizarre". "On s'est dit que c'était peut-être vrai." De fait, les édiles locaux se rendirent à Paris pour assister à la cérémonie organisée par l'IGN. La surprise passée, Viroinval entreprit d'ériger un monument à Oignies – la cathédrale de verre de l'artiste Bernard Tirtiaux –, de proposer des conférences sur l'Union et d'organiser des fêtes annuelles sous le sceau de l'Europe.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? "Un

monument de plus à aller voir", résume Jean-Vincent Biron, responsable de l'office du tourisme. "Depuis qu'on n'est plus le centre de l'Union, cela n'intéresse plus grand monde." Et le nom de Viroinval, malgré son parc naturel, ses chemins balisés et ses musées, "reste quand même difficile à faire connaître", regrette M. Colin. Mais "on a continué à promouvoir l'esprit européen", relève Jean-Marc Delizée, en créant des liens particuliers avec les Français de Saint-Clément et Saint-André, ainsi qu'avec les Allemands de Kleinmaischeid. "Le seul point faible est que Gelnhausen n'a rien souhaité faire et a un peu coupé les ponts. La dynamique s'est essouffée. C'est

dommage, on aurait pu faire quelque chose..."

Mais pour la ville de l'empereur Barberousse, la roue tournera aussi. Les habitants de Meerholz savent que la consécration n'a qu'un temps et que le flambeau passera entre d'autres mains – celles de Westergünd en Bavière, nous annonce déjà l'IGN –, lorsque la Croatie deviendra, le 1^{er} janvier 2013, le 28^e Etat membre de l'Union (pour autant qu'elle traverse l'obstacle des ratifications).

"Un œil pleure parce que c'est quelque chose d'exceptionnel qui s'en va, mais l'autre œil rit parce qu'il est très important que l'Union européenne s'élargisse", affirme, philosophe, Thorsten Stolz. Viroinval demeurera "pour l'éternité le centre de l'Europe des Quinze", rappelle M. Delizée, comme Gelnhausen restera celui de l'Europe des Vingt-sept. L'œuvre de Q.Fell ne bougera pas (elle pèse 3,5 tonnes), les promoteurs continueront à arperter les chemins de la colline boisée de Meerholz (elle était déjà habitée au Mésolithique) et le poète qu'on voit de temps en temps sur un banc viendra toujours y chercher l'inspiration.

Et celle-là, sur la domination de M. Poutine dans le pays: "Maitre Corbeau, vous votez pour Poutine? – Oui... oups, mon fromage! – Et tu crois que si tu avais dit non, ça aurait changé quelque chose?, rétorque le renard". Ou encore: "Tu votes pour qui, pour Poutine ou pour Poutine? – Ils me fatiguent ces deux-là. Je

→ (1) Les six fondateurs (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne, France et Italie), auxquels se sont ajoutés le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark en 1973, la Grèce en 1981, puis l'Espagne et le Portugal en 1986.
→ (2) Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Chypre et Malte.



Bernard Tirtiaux a créé cette Cathédrale de verre, inaugurée en 1996 à Viroinval, avant de "ramasser ses outils" pour laisser "aux bâtisseurs de l'Europe l'espérance de projets porteurs pour demain".

■ Russie

Prendre le parti d'en rire...

► Les blagues politiques font elles aussi renouer la Russie avec l'époque soviétique.

Prêtant le flanc à la comparaison avec Leonid Brejnev après l'annonce de son prochain retour au Kremlin après deux mandats présidentiels et quatre ans de direction du gouvernement, Vladimir Poutine, qui a fêté ses 59 ans vendredi, alimente une vague de blagues qui rappellent celles de l'époque soviétique.

Ces "anecdotes", selon le terme russe, à l'humour souvent acide, se multiplient sur Internet, plus que cela n'a jamais été le cas depuis l'arrivée au pouvoir de l'ex-agent du KGB, il y a onze ans. Comme celle-ci, qui raille la réalité du pouvoir en Russie durant la présidence de Dmitri Medvedev, désigné en 2008 comme son dauphin par Vladimir Poutine: "Bonjour, vous appelez le Président de la Fédération de Russie. Pour avoir Dmitri Medvedev, appuyez sur 2".

Et celle-ci, sur l'issue prévisible du scrutin dans un pays où l'opposition a été laminée et où la suspicion de falsification des résultats est toujours répandue: "Poutine est dans un avion avec Grigori Iavlinski (chef du parti d'opposition Iabloko) et Guennadi Ziouganov (chef des communistes). Un moteur tombe en panne, l'avion commence à tomber, et il n'y a qu'un parachute. Les trois organisent entre eux un vote secret, Poutine gagne et saute après leur avoir dit adieu. Iavlinski: c'est la démocratie! Ziouganov: je ne comprends tout de même pas comment il a pu avoir 1 800 voix de plus que nous!"

Et celle-là, sur la domination de M. Poutine dans le pays: "Maitre Corbeau, vous votez pour Poutine? – Oui... oups, mon fromage! – Et tu crois que si tu avais dit non, ça aurait changé quelque chose?, rétorque le renard". Ou encore: "Tu votes pour qui, pour Poutine ou pour Poutine? – Ils me fatiguent ces deux-là. Je

vais voter pour Poutine". Ou celle-là: "Sondage: 'N'êtes-vous pas contre la politique de Vladimir Poutine?' Cochez 'non, pas contre' ou bien 'oui, pas contre'".

D'autres plaisanteries ont pour objet la personnalité intransigeante et le passé d'agent du KGB de Vladimir Poutine. Comme celle où l'homme fort du pays "ouvre son frigo et voit le flan trembler sur son assiette. – N'aie pas peur, c'est de la crème que je vais m'occuper".

M. Poutine, qui pourrait rester au pouvoir jusqu'en 2024 avec deux nouveaux mandats présidentiels de six ans cette fois, est désormais comparé à l'ex-dirigeant soviétique Leonid Brejnev, symbole de l'immobilisme étouffant de l'URSS des années 1970. Leonid Brejnev, qui était à la tête d'un régime réprimant toute critique, et était très diminué à la fin de ses dix-huit ans de pouvoir (1964-1982), était le héros involontaire de nombreuses blagues que les Soviétiques se répétaient en privé. Mercredi, le porte-parole de Vladimir Poutine a cependant estimé qu'il n'y avait pas de honte à être comparé à celui qui avait représenté, selon lui, un "grand plus" pour le pays.

Des décennies plus tard, "la vie politique s'est retranchée de nouveau dans les blagues, comme à l'époque de Brejnev", estime le politologue indépendant Dmitri Orechkin. Pour la spécialiste du langage politique Irina Levontina, "c'est aussi la langue de bois des dirigeants qui fait renaitre ce genre". En Russie, où quatre personnes sur cinq (83%) accusent aujourd'hui le pouvoir de ne servir que ses propres intérêts, "ridiculiser les dirigeants est le seul moyen de s'exprimer", ajoute-t-elle.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole de M. Poutine a assuré qu'il n'y aurait en Russie "pas de tabou" dans ce domaine. "Pour le pouvoir, ces blagues sont nécessaires comme la soupe d'une chaudière", relève l'écrivain satirique Viktor Chenderovitch. Mais c'est "grâce à ces satires que l'URSS s'est précipitée vers sa fin", conclut-il. (AFP)

Libye

Artillerie lourde sur la ville de Syrte

Les forces du pouvoir intérimaire libyen ont tiré vendredi à l'artillerie lourde sur Syrte, la ville natale de Kadhafi qui livre depuis des semaines une résistance farouche. Des colonnes de fumée noire se sont élevées dans le ciel de la ville côtière, située à environ 450km à l'est de Tripoli. Les forces du Conseil national de transition (CNT) ont pilonné le centre-ville de leurs positions situées à l'est de la ville. Des milliers de civils cherchant à fuir ont été surpris par les bombardements et se sont éparpillés, paniqués, pendant que les explosions secouaient la ville de 75 000 habitants. (Reuters)



BELA SZANDELSZKY/AP

Etats-Unis

Le prince Harry à l'entraînement

Le prince Harry, troisième dans l'ordre de succession au trône britannique, est arrivé aux Etats-Unis pour y suivre deux mois d'entraînement et parfaire sa formation de pilote d'hélicoptères de combat Apache, a annoncé vendredi le secrétariat du palais Saint-James. Sa formation se déroulera à la base d'El Centro en Californie, puis à la base aérienne Gila Bend, en Arizona. (AFP)

Pologne

L'Europe en jeu, dimanche

Ce dimanche 9 octobre, le parti pro-européen du Premier ministre Donald Tusk se disputera la victoire des élections législatives avec le parti eurosceptique Droit et Justice (PiS) de Jaroslaw Kaczynski. Toute l'Europe aura un œil sur ce scrutin, dans le pays qui préside le Conseil de l'UE. Les résultats dépendent aussi du score du Mouvement de Palikot, anticlérical et du taux de participation au scrutin. Plus de détails sur www.lalibre.be. **St. G**

Japon

Cinq femmes belges en prison pour trafic de drogue

Cinq femmes belges emprisonnées au Japon pour trafic de stupéfiants risquent jusqu'à 15 ans de prison, a indiqué vendredi M^e Abdelhadi Amrani, avocat de trois d'entre elles. Ses clientes plaident coupable afin de hâter leur procédure. Leurs procès auront lieu en décembre, février et avril prochains. Les cinq Belges sont emprisonnées pour avoir transporté du "crystal meth", une drogue synthétique psycho-stimulante. Les cinq Belges affirment avoir été piégées par un groupe actif à Bruxelles qui, contre promesse d'argent (entre 3 000 et 4 000 euros), les aurait recrutées pour transporter de la poussière de diamant au départ de Londres, entre Dubaï et Tokyo. (Belga)

COMPAREZ LE TEMPS OÙ BRUXELLES BRUXELLAIT AU TEMPS DE LA BRUXELLISATION.

EN OCTOBRE, LA LIBRE VOUS INVITE À COMPARER UNE PEINTURE D'AUTREFOIS

AVEC UNE PHOTO D'AUJOURD'HUI D'UN MÊME LIEU BRUXELLOIS.

UN POSTER DOCUMENTÉ GRATUIT CHAQUE MERCREDI DANS VOTRE LIBRE.



Dún Chaoin (Irlande)



Série

D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrirez dans votre "Libre" quotidiennement. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. Notre voyage passe aujourd'hui par le point le plus occidental de l'Union, le village de Dún Chaoin, en Irlande. La semaine prochaine, nous mettrons le cap vers le Sud et Chypre.

Il y a dix ans, le port de Dingle comptait encore 85 bateaux de pêcheurs. Il n'en reste plus que huit aujourd'hui. "A cause de l'Europe", tonnent les locaux.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

lalibre.be

DOSSIER

Retrouvez, sur le site de "La Libre", notre dossier et la carte des points extrêmes de l'Union.

► Dún Chaoin, dernier village à l'ouest de l'Union, fut une terre de fermiers, de pêcheurs et de conteurs.

► Les temps ont changé. Reste la langue irlandaise, dont la préservation passe par la culture et l'économie.

Reportage **Olivier le Bussy**
Envoyé spécial à Dún Chaoin et Dingle (Irlande)

Next parish, America. La prochaine paroisse, c'est l'Amérique. Sis à l'extrémité de la péninsule de Dingle, dans le comté de Kerry, en Irlande, Dún Chaoin (Dunquin, en anglais) est en effet le dernier lieu habité à l'ouest de l'Union européenne (si l'on excepte les îles et autres possessions d'outre-mer de certains Etats membres). Adossé au mont Eagle, le regard tourné vers

Il était une fois dans l'Ouest



Au détour d'un tournant apparaît An Dún Mór, le point le plus occidental de l'Union. Un tel paysage a évidemment nourri l'imaginaire des conteurs des îles Blasket toutes proches.

l'Atlantique, ce village de 159 âmes est posé dans un décor de carte postale. Les eaux grises de l'océan virent au bleu turquoise avant de s'écraser sur les rochers dans un fracas d'écume. Mouchetés de moutons ou de bovins, des pâturages s'élèvent sur les flancs des montagnes dont les sommets polis par l'érosion capturent les nuages. Sous un ciel capricieux se dégagent les silhouettes des îles Blasket, dernier arrêt avant le grand large.

Rien d'étonnant que le réalisateur britannique David Lean ait choisi le promontoire d'An Dún Mór – le point le plus occidental de l'Union – pour tourner des scènes de "La Fille de Ryan" (1970). Ou qu'un autre Britannique, Paul Hockings, soit venu en 1967 à Dún Chaoin afin de réaliser pour l'université de Californie un documentaire sur le mode de vie d'une communauté de l'Irlande rurale. En 2008, Hockings est revenu tourner une suite qui montre l'évolution de l'endroit.

Le changement est peut-être moins marqué qu'ailleurs en Irlande, où les services et le commerce ont pris le

pas sur l'économie traditionnelle, mais il est perceptible.

Après avoir vécu à Sligo, au Nord de l'Irlande, mais aussi deux ans en Libye, John Kennedy et son épouse Frances sont revenus s'installer en 1974 à Dún Chaoin, dans la maison construite à la fin du XIX^e siècle par le grand-père de Frances. Aujourd'hui retraité de l'enseignement, John Kennedy – sans doute le seul Irlandais à posséder des disques en wallon du Verviétois Guy Cabay, croisé jadis en Belgique – est très actif dans la communauté locale. Dont il a pu mesurer la transformation au cours des dernières décennies. Il se rappelle qu'il y a trente-cinq ans, quand il parcourait

"Il n'y a plus qu'un fermier qui élève des vaches laitières. Et il partira à la retraite à la fin de l'année."

quotidiennement cinquante kilomètres pour aller travailler à Tralee, chef-lieu du comté, les gens le regardaient comme un fou. "Mais aujourd'hui, tout le monde travaille hors de Dún Chaoin, notamment à Dingle", la ville de deux mille habitants qui a donné son nom à la péninsule. "Ici, le tourisme s'est développé sur une base saisonnière. Il y a quatre ou cinq Bed & Breakfast, l'atelier de poterie avec son magasin, et un petit café... Mais les hôtels et les restaurants sont à Dingle. Hormis le Blasket center, il n'y a pas de pourvoyeur d'emploi ici."

Inauguré en 1993, le splendide musée – dont la construction fut financée aux trois quarts par des fonds européens – entretient l'héritage historique et culturel des îles Blasket, dont la principale est située à 2 km de Dún Chaoin. Pendant des siècles, y vécurent, isolés, jusqu'à deux cents personnes subsistant grâce à l'agriculture et à la pêche. Jusqu'en 1953, où les vingt-deux derniers habitants abandonnèrent définitivement l'archipel. Au-delà du caractère exceptionnel de cette rude existence autarcique, les îles sont réputées pour avoir

produit un nombre considérable de figures de la littérature en langue irlandaise, dont la conteuse Peig Syers et les romanciers Tomás Ó Criomhthain, Muiris Ó Súilleabháin. "Il n'y avait pas d'électricité, pas d'eau courante et rien d'autre pour se divertir que se raconter des histoires, explique Micheal De Morda, conservateur du musée. Ces gens parlaient de la littérature. Fin XIX^e et début XX^e, des linguistes et des chercheurs sont venus étudier la culture des îles et ont tracé le lien avec la société grecque du temps d'Homère. Ces milliers d'histoires forment un ensemble épique et expliquent les mystères de la vie. Les linguistes ont appris aux îliens à écrire dans leur propre langue, puis ces récits ont été publiés et traduits."

Environ 20 % des 45 000 visiteurs annuels du centre sont américains. Nombre d'entre eux sont originaires de Springfield, dans le Massachusetts, où se sont concentrés, en couches successives, les émigrants venus des îles Blasket. Le splendide centre permet à leurs

Suite page 16

Suite des pages 14 et 15

descendants de humer l'atmosphère d'une époque révolue.

Car depuis, le temps s'est accéléré, les distances se sont raccourcies, entraînant l'évolution du village. "En 1974, beaucoup de fermiers allaient porter leur lait à la crèmerie du village. Aujourd'hui, il n'y en a plus qu'un qui a des vaches laitières, et il prendra sa retraite à la fin de l'année", témoigne John Kennedy.

Pádraig Ó Scannláin confirme la perte de vitesse de l'agriculture locale. L'homme travaille en Allemagne, à Hanovre, dans une entreprise qui produit des semences, mais effectue fréquemment l'aller-retour pour gérer la ferme familiale avec son père octogénaire. "Nous élevons soixante-sept agneaux, explique Pádraig. J'ai vendu les vaches laitières, il y a quelques années. Cela demandait des investissements trop lourds, alors que le prix du lait était en chute libre."

A Dún Chaoin, le nombre de fermiers qui vivent uniquement de l'agriculture se compte sur les doigts d'une main. L'Irlande a rejoint la Communauté économique européenne en 1973, mais la Politique agricole commune (Pac) n'a guère servi les intérêts des fermiers locaux, estime Pádraig. "C'est une politique trop uniforme qui ne reflète pas la diversité de l'agriculture en Europe. Des régions comme celles-ci auraient dû être dispensées de certaines règles. L'instauration des quotas laitiers a découragé les fermiers. Alors les gens se sont tournés vers le mouton ou le bœuf, ajoute-t-il. Bien sûr, l'argent (des aides européennes) est important, mais vérifier la boîte aux lettres pour voir si le chèque est arrivé n'est pas très motivant. L'approche de la Pac est tournée vers le marché. Mais l'agriculture, ce n'est pas que de l'argent, c'est aussi un mode de vie."

Ce n'est pas Donncha Ó Ceileachair qui le contredira. Instituteur à Dingle pendant les mois d'hiver, il enfle son costume de berger à la belle saison, pour s'occuper des moutons qu'il élève sur trois des îles Basket. Un défi un peu fou, de son propre aveu. "C'est difficile d'accès, il y a du vent, il est compliqué et dangereux de rassembler les moutons avec ces falaises. On dort sur place, mais il faut tout prévoir parce qu'on peut rester bloqué des semaines si la mer est mauvaise. C'est un boulot physique, un casse-tête logistique... Mais j'aime l'idée que je fais un travail que personne d'autre ne veut faire." Et de souligner combien les règles européennes peuvent être en décalage avec la réalité du terrain. "Tous les moutons doivent être marqués. Si un inspecteur vient, on doit pouvoir situer chaque bête. Mais ce n'est pas comme s'ils étaient dans une prairie voisine. Il est difficile de



Les quotas laitiers ont poussé les fermiers à se tourner vers l'élevage du bœuf ou du mouton.



À l'ouest de la péninsule de Dingle, l'enseignement se donne en langue irlandaise.



Dans la Gaeltacht, Dunquin n'existe pas. Dún Chaoin y est l'unique appellation reconnue.

tenir les papiers à jour." Il regrette aussi que l'Europe l'oblige à parcourir 100 km pour trouver un abattoir agréé, à Killarney – "un voyage inutile qui stresse les bêtes". D'ailleurs, il réserve les meilleures d'entre elles à un boucher du coin qui vend la viande à la population et aux restaurants locaux. "La nourriture locale pour les locaux, c'est une philosophie qui me plaît", commente Donncha. "C'est ça qu'il faut développer à l'avenir", juge aussi Pádraig, qui estime qu'il y aura toujours de la place pour l'agriculture dans la péninsule.

Pour le secteur de la pêche, le pronostic est moins optimiste. Au port de Dingle, le bateau de Michael Flannery s'apprête à prendre la mer pour une dizaine de jours afin de pêcher le poisson blanc. Pendant qu'un camion citerne déverse son contenu dans les réservoirs du navire, le patron fait ses comptes : "C'est un plein de 32 000 litres à 20 000 euros." Pour être viable, son navire doit rapporter "1,5 million par an", pour payer l'équipage, le carburant, mettre aux normes des bateaux vieillissants. "Mais les banques (lessivées par la crise, Ndlr) ne nous font plus de crédits", soupire Michael Flannery.

L'Union, encore elle, est montrée du doigt. "En 2000, nous avions 85 bateaux dans ce port, rappelle Kevin Flannery, responsable de la pêcherie. Il n'en reste que huit aujourd'hui, avec plus ou moins cinq personnes à plein temps par bateau. Presque tous les navires ont été mis hors service. Les gens ont souffert des impositions de quotas de pêche et des réglementations européennes. Il a été interdit de pêcher le thon, puis il y a eu des restrictions sur la pêche au hareng, en haute mer, le poisson blanc (le cabillaud), le maquereau, la lotte. Il faut préserver les espèces, mais l'UE ne se base que sur l'avis des scientifiques, sans tenir compte de l'impact économique."

Estimant que Dublin a sacrifié les pêcheurs irlandais à Bruxelles, Kevin tonne contre la Politique commune de pêche. "Elle n'a de commune que le nom. Tout le monde peut pêcher partout (à partir de 12 milles des côtes et jusqu'à 200 milles, soit environ de 22 à 108 km). Mais ceux qui n'ont pas les moyens d'investir n'ont aucune chance. Seuls les gros en profitent." Sont visés les grands bateaux français et espagnols qui viennent s'approvisionner autour de l'Irlande et accostent parfois à Dingle. "L'UE veut faire une réforme qui prend en compte la dimension régionale. Mais, pour les régions périphériques, c'est trop tard, le mal est fait. Toute une tradition familiale va disparaître", craint Kevin.

Les problèmes que pose le déclin de l'agriculture et de la pêche dépassent largement le cadre économique. En particulier dans l'ouest de la péninsule, l'une des neuf Gaeltacht que compte l'Irlande – des régions où les gens parlent encore majoritairement l'irlandais, la langue celte qui fut supplantée par celle de l'ancien ma-

tre anglais. "Les Anglais ont fait ici comme dans toutes leurs colonies, malgré John Kennedy. Ils ont remplacé la culture locale par la leur."

Bien que première langue officielle de l'Irlande (et l'une des vingt-trois de l'Union) et obligatoirement enseigné en primaire et en secondaire, l'irlandais n'est pratiqué que marginalement. Sauf dans l'ouest du pays, essentiellement dans les comtés de Donegal, Galway ou dans le sud-ouest du Kerry. "Des régions isolées, sans ressources, qui intéressaient peu les Anglais et où les gens ont toujours défendu leur culture", explique John.

Dún Chaoin se situe dans une zone Gaeltacht "A", où l'irlandais est la langue principale d'au moins 67 % de la population. L'enseignement se donne en irlandais et c'est aussi la langue employée par les services publics. Ce qui ne suffit pas nécessairement à assurer sa pérennité.

"Si on ne fait rien, cette langue disparaîtra, prédit Maire Uí Shithigh, membre de l'organisation Comharchumann Chorca Dhuibhne, active depuis 1967. L'influence de l'anglais est tellement forte que le nombre de familles, même où l'on parle irlandais, qui vont élever leurs enfants dans cette langue va chuter. Les jeunes d'ici aiment l'irlandais, mais parlent anglais entre eux."

Pour protéger l'irlandais et la culture locale (musique, danse, contes), Comharchumann Chorca Dhuibhne, installée à Baile an Fheirtéaraigh (Ballyferriter), à 8 km de Dún Chaoin, mène quantité de projets. L'association édite des livres, des disques, organise des festivals... "Nous avons six ou sept collèges d'été qui accueillent chaque année 2 500 jeunes de 12 à 18 ans pour des séjours linguistiques, mais aussi des programmes pour adultes", complète Maire. En collaboration avec l'université de Galway, l'association devrait ouvrir un centre universitaire, à Dingle, en 2013.

Comharchumann organise aussi des cours à domicile pour adultes et dans les écoles locales, pour les enfants dont l'irlandais n'est pas la langue maternelle. Dans un local de l'école de Ballyferriter, Séan, Oisín, Conor, Diarmuid, les deux Rois..., en tout une dizaine de bambins de 5 à 6 ans, entourent Brid Uí Luíng pour une partie de bingo (pardon, de biongo) où des dessins de vêtements remplacent les chiffres. L'institutrice conte ensuite des histoires et invite les enfants à les commenter. Dès que l'un d'eux laisse échapper un mot d'anglais, Brid le ramène à l'irlandais, sans brusquerie. "Je leur parle uniquement en irlandais. Ces activités ludiques augmentent leur vocabulaire. De cette façon, ils ne se rendent même pas compte qu'ils parlent irlandais. A cet âge-là, les enfants sont des éponges. Certains ne parlaient pas un mot d'ir-

landais il y a six semaines et se débrouillent déjà très bien."

Mais pour que l'irlandais subsiste dans la région, encore faut-il que les locaux ne la fuient pas, faute d'y trouver des perspectives d'emploi. Aucune multinationale ne s'est établie en cette zone, et la plus grosse entreprise du coin emploie quarante personnes.

Développer le tissu économique de la Gaeltacht est l'une des missions de l'agence gouvernementale Údarás na Gaeltachta, qui a un bureau à Dingle. "La raison de notre existence est de préserver la langue irlandaise via le développement économique parce que, si les gens s'en vont, ils ne parleront plus l'irlandais", confirme Fionnan Ó hÓgain. "Les Irlandais ont en général un bon niveau d'éducation, mais ce n'est pas facile de trouver des jobs qui correspondent à leurs compétences dans la région", admet Fionnan. "Údarás a mis en place des infrastructures, comme récemment un parc industriel, et nous accordons des primes, des subventions et dispensons des conseils aux entreprises locales et à celles qui veulent s'installer ici", poursuit Fionnan Ó hÓgain. Subventions dont le montant dépend de la

taille de l'entreprise, du nombre d'emplois créés, mais aussi de la mise en œuvre d'un plan linguistique, en termes de recrutement, de formation, de communication. Il faut, dans le même temps, veiller au respect d'un certain équilibre, l'anglais étant par essence la langue des affaires.

Le glacier Murphy et ses parfums au sel de mer, à la Guinness (évidemment) ou au vinaigre et la société de traitement de poissons qui recycle ses déchets en compost figurent sur la liste des entreprises à succès soutenue par Údarás.

La dernière à avoir bénéficié de son appui est une brasserie flamboyante neuve, dont la bière commence à couler dans les pompes des pubs de Dingle avant d'attaquer le reste de l'Irlande. Cette lager a été baptisée du nom de Tom Crean, qui fut de plusieurs expéditions dans l'Antarctique au début du XX^e siècle. Un héros local, né à Annascaul, pour emblème d'un nouveau produit. Comme pour mieux rappeler qu'ici, on s'accroche toujours, fermement, à ses racines.

→ (1) Allemand, anglais, bulgare, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois, tchèque.

■ Bulgarie | Criminalité

Attentat à Sofia: qui intimide qui?

► La voiture d'un journaliste explose lors d'une visite de José Manuel Barroso.

Une explosion a soufflé la voiture d'un journaliste d'opposition, Sasho Dikov, jeudi soir, à Sofia. L'attentat n'a fait aucune victime. Sasho Dikov a affirmé vendredi que "l'explosion était destinée à intimider". La République bulgare a annoncé un interlocteur préférant l'anonymat. De quoi "donner raison aux Pays-Bas et à la Finlande", qui s'opposent à l'entrée de la Bulgarie dans l'espace Schengen, de crainte que le crime organisé prenne le contrôle des frontières extérieures de la zone de libre circulation des personnes.

Mais il sera très difficile de dénicher les responsables de l'attentat. "La police ne trouvera rien", ni "n'arrêtera quelqu'un", avance une source bulgare. "La justice est impuissante, confirme l'éditorialiste du quotidien bulgare "Sega", Svetoslav Tersien. La police est paralysée par la mafia, impunie et intouchable."

Sasho Dikov est directeur de la télévision privée Kanal 3, réputée pour ses commentaires politiques incisifs à l'égard du pouvoir. Sa chaîne soutient ouvertement Alexei Petrov, candidat à l'élection présidentielle du 23 octobre. L'homme d'affaires, qui "finance Kanal 3", se place ainsi en "ennemi" de Boiko Borissov, selon une source journalistique.

Cet attentat s'attaque sans doute aussi au Premier ministre bulgare. Depuis qu'il est au pouvoir, Boiko Borissov a noué une certaine "complicité avec les cercles mafieux" qui sont "couverts par le pouvoir", selon une source. Ancien chef de la police, Borissov avait fait de la lutte contre le crime organisé et la corruption son cheval de bataille électoral en 2009. Les auteurs de l'explosion voudraient "montrer que la Bulgarie connaît toujours de sérieux problèmes avec le crime organisé", selon un interlocuteur préférant l'anonymat. De quoi "donner raison aux Pays-Bas et à la Finlande", qui s'opposent à l'entrée de la Bulgarie dans l'espace Schengen, de crainte que le crime organisé prenne le contrôle des frontières extérieures de la zone de libre circulation des personnes.

L'explosion a d'ailleurs eu lieu peu de temps après que José Manuel Barroso, à Sofia jeudi soir, n'encourage le Premier ministre bulgare "à poursuivre la lutte contre le crime organisé", en vue de l'adhésion du pays à l'espace Schengen. Un attentat s'était déjà produit en février, devant un autre journal d'opposition, alors que des commissaires européens se trouvaient à Sofia. Et en juillet des explosions ont retenti devant les sièges de deux partis d'opposition, la veille de la publication du rapport de la Commission européenne sur les progrès de la Bulgarie contre la criminalité et la corruption. Autant de coïncidences.

Stéphanie Grofils

JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION
Dimanche 16 octobre

FAIM DANS LE MONDE : PAS DE SOLUTIONS ? PAS DE PROBLÈME !

Allez voir Bert Kruisnans faire le tri sur www.jma2011.be

Coalition Europe de l'Est coalition culture le tout

11.11.11
UN COMBAT DE PLEINS DROITS
www.cncd.be



Le fashion show de Gregory Morfi attire un public qui se verrait bien défilé pour présenter la prochaine collection du créateur.

Série

D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrez dans votre "Libre" quotidiennement. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. Notre voyage passe aujourd'hui par le point le plus méridional de l'Union, la base aérienne d'Akrotiri, à Chypre. La semaine prochaine, nous mettrons le cap vers la région la plus riche, Inner London.



Depuis l'extrémité de la piste qui longe la baie d'Akrotiri, les grues du port en eaux profondes se détachent.



Qui donne l'ordre de décoller aux C-130 d'Akrotiri? Secret défense.

Le rem part sud

► L'extrême sud de l'Union se situe à Chypre. Pourtant, malgré un nom à consonance grecque, Akrotiri est une base de la force aérienne de sa majesté Elizabeth II.

Reportage Gilles Milecan
Envoyé spécial à Chypre

Au cœur de Limassol, un rond-point découpe la ville aussi nettement que ne le ferait le plus manichéen des traceurs de frontières. Quatre issues: zone touristique, port, centre-ville, autoroute. Peu de place pour l'équivoque. Tout est fléché, jusqu'aux quelques mètres carrés de paradis réservés. Valises posées, les perspectives sont innombrables. Rejoindre quelques retraités britanniques qui font les quatre nages au ralenti dans la piscine. Rejoindre quelques retraités britanniques qui bridgent dans un recoin du lobby. Rejoindre quelques retraités de diverses nationalités qui écoutent religieusement le pianiste (l'un d'eux en réalité). Rejoindre quelques retraités qui s'aven-

turent à pied vers des quartiers susceptibles d'imprimer un souvenir différent des autres villégiatures méditerranéennes ultrafréquentées.

Le vieux quartier du port ne manque par exemple pas de cachet. Il se mérite en arpentant les trois ou quatre kilomètres de promenade qui longent la côte. La balade y est apéritive ou digestive. Jogging, vélo et roller y imposent leurs rythmes sans se soucier de leur voisinage immédiat. L'univers des pensionnés tranquilles est joyeusement chahuté par les trainings criards, les singles ultramouls et les lunettes futuristes. Les gamins grimpent sur les sculptures contemporaines qui sont, regardées de leur point de vue, de véritables invitations à l'aventure.

A intervalle régulier, il se trouve un vendeur pour chanter les mérites de la loterie. La conviction de l'interprète est autrement plus variable. A proximité d'un snack fréquenté pour la variété des cafés qu'il propose, Stavros accélère la cuisson de ses épis de maïs avec un sèche-cheveux électrique. Les braises ne tardent pas à livrer leur meilleur rendement et les trois ou quatre amateurs n'auront pas le temps de remettre leur caprice en question. Discret à propos de son chiffre d'affaires quotidien, le jeune marchand maîtrise les ficelles de son

métier. Les heures auxquelles cela vaut le coup de charger la grille de son barbecue. Les jours où la majorité des locations d'appartement et les séjours "all in" se terminent. L'anglais, bien plus que le grec, est sa langue de travail.

Les Britanniques ne manquent pas d'affection pour Chypre. S'ils lui ont accordé l'indépendance en 1960, ils ne l'ont jamais vraiment quittée. Deux bases militaires sous souveraineté britannique matérialisent la volonté d'Albion de maintenir sa position stratégique dans l'est de la Méditerranée. Joutant le port de Limassol, la base de la Royal Air Force d'Akrotiri couvre les 75 kilo-

Les Britanniques ne manquent pas d'affection pour Chypre. S'ils lui ont accordé l'indépendance en 1960, ils ne l'ont jamais vraiment quittée.

mètres carrés les plus méridional de l'île. Au sud, il y a l'Egypte. Au sud-est, la Libye. Depuis le 18 mars, le Conseil de sécurité de l'Onu entend protéger la population libyenne des méfaits de Mouammar Kadhafi, son "guide" depuis plus de 40 ans. Cette protection autorise les frappes aériennes. L'aéroport militaire d'Akrotiri n'est pas le mieux placé pour les départs de mission mais "le niveau de sécurité a été relevé en raison des circonstances", lâche laconiquement un soldat de sortie. La présence d'un photographe à proximité des blocs de béton barrant la route vers l'entrée principale de la base ne l'inquiète pas. Parti pour une course, il a fait demi-tour pour jager une éventuelle menace "la sécurité est l'affaire de tous", maugrée-t-il en notant le numéro de la voiture de location stationnée à proximité.

Pas de contrôle d'identité pour autant. Interrogé en mars concernant le rôle que pourrait tenir Akrotiri dans la mise en place d'une interdiction de survol de la Libye, un officier de la défense britannique se contentait de signaler que toutes les options étaient ouvertes. La guerre, c'est aussi une question d'informations, celles que l'on donne et celles que l'on garde secrètes.

Dans la base, seuls entrent les proches de soldats casernés. Au comptegouttes, certains jours seulement et au prix de formalités minutieuses mais accomplies avec le sourire. Les contacts avec "l'extérieur" se sont raréfiés constatent les habitants de Limassol, d'ordinaire sillonnée de permissionnaires.

Les ordres, dont le report sine die des "press opportunities" sont appliqués strictement. Mais qui donne les ordres? Le Royaume-Uni, l'Otan, l'Union européenne?

Le Royaume-Uni exerce naturellement le commandement sur ses troupes. Les placer sous l'autorité d'une organisation internationale est l'objet même du Traité de l'Atlantique Nord fondant l'Otan. Celui-ci a pris, fin mars, le commandement des opérations militaires relatives à la mise en œuvre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'Onu visant la protection de la population libyenne. Jusque-là, pendant une dizaine de jours, les décisions étaient celles d'une coalition Etats-Unis, France, Royaume-Uni.

Suite page 20



Le touriste qui tarde trop à rebrousser chemin devant l'entrée de la base d'Akrotiri ne manque pas de se faire interpellé sur les raisons de sa présence.

Suite des pages 18-19

La direction de l'opération a été installée dans un des centres régionaux de commandement de l'Otan, à Naples, et confiée au général canadien Charles Bouchard. Les Etats membres contribuent, selon leurs possibilités, aux missions prises en charge par l'organisation.

De la même manière, les Etats membres de l'Union européenne peuvent se voir sollicités de façon ponctuelle pour la mise à disposition de forces militaires en vue d'opérations de maintien de la paix et de gestion des crises, ainsi que pour des missions humanitaires.

Mais la politique étrangère et de sécurité, si elle connaît des lignes tracées au niveau européen, reste majoritairement une prérogative des Etats membres.

La nature de l'Otan, essentiellement militaire, la distingue de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) qui se veut politique, militaire,

économique et financière. Mais les temps changent. Si l'Otan, sorti du monde bipolaire qui mena à sa création en 1949, définit régulièrement de nouveaux concepts stratégiques (comme la récente mise à son agenda des problèmes de sécurité et le développement de capacités civiles de gestion des crises) qui rapprochent son champ d'activité de celui de la PESD, l'idée de "muscler" l'Union revient régulièrement sur la table. Car ce qu'interrogent les débats autour de la complémentarité et/ou de la concurrence entre l'Union européenne et l'Otan, c'est le rapport qu'entretient l'Union avec la notion même de puissance.

Il est évident que les contraintes budgétaires, plus encore par les temps qui courent, imposent de réfléchir à deux fois avant de bâtir une structure de défense similaire à un outil existant déjà. L'heure n'est donc pas au débat sur la création d'une réelle défense européenne. La crise des finances publiques actuelle ne peut pour autant être la source d'un renoncement de l'Europe à parler d'une voix, y compris sur les champs de bataille.

Qui a donné l'ordre à ce C-130 de décoller d'Akrotiri ? Impossible à savoir pour le commun des mortels. Secret défense. C'est aussi ce que signifient les larges pancartes rouges sur fond blanc qui interdisent la moindre photo le long des kilomètres de barbelés qui bordent la base jusqu'à plusieurs dizaines de mètres dans la mer.

Peu concernées par ce décollage, deux dames se baignent à l'extrémité de la baie d'Akrotiri. De la vue qui s'offre sur Limassol se détachent les grues de chargement du port en eaux profondes et les cargos en attente.

Leur alignement dans la rade sera repoussé de quelques centaines de mètres lorsque sortira des flots une marina ultramoderne. De larges pancartes détaillent le projet de réaménagement du front de mer. Le trait, rectiligne jusqu'ici, s'adoucit de courbes. Le bois remplacera le macadam. L'esquisse 3D de "limassolmarina" annexe à la ville une escale pour navigateurs fortunés. Villas bâties sur des îlots artificiels avec pontons privatifs, appartements de grand luxe avec piscines privées, zone d'amarrage de super-yachts (jusqu'à 60 mètres), plages privées, l'ensemble offre "l'expérience de vivre sur la mer". Pour que la greffe prenne, les abords du Limassol Castle, voisin du chantier géant, vivent un lifting complet. Sablage des façades, nouvelle voirie en conservant quelques sections de pavés garantis de l'authenticité invitent bars branchés et lounge cafés à s'implanter. Le traditionnel "kafenio", où le backgammon sert de tronc d'union aux générations, se drape des lignes épurées du design international.

Le "Castle" se métamorphose en quartier à la mode. Il plaira à coup sûr aux navigateurs fortunés.

Tout Limassol emprunte ce sillage. L'entrée latérale du parc municipal est flanquée de deux limousines. Ce soir de mai, la musique électronique oriente le public vers le théâtre. La plupart des jeunes filles sont habillées comme si elles souhaitent défilé pour la prochaine collection. Le look est total, les talons vertigineux.

Gregory Morfi est un jeune créateur chypriote. Habitué des fashion weeks de Nicosie, il se dit inspiré par la femme et l'homme modernes, sexy et indépendants. En temps normal, les militaires permissionnaires auraient sifflé chacun des modèles. Ils se sont contentés des photos dans les gazettes locales.

■ Espagne

L'ETA renonce à la lutte armée

► L'ETA a annoncé la fin de ses activités militaires. A quand sa dissolution ?

Paco Audije
Correspondant en Espagne

J'éprouve une grande satisfaction politique et de la tristesse aussi parce qu'on ne peut récupérer ni les morts, ni le temps perdu." Jesús Eguiguren, président (très basco-phonie) du Parti des socialistes basques, résume ainsi le sentiment de beaucoup. Parfois menacé par l'ETA, tout en étant jugé trop compréhensif envers les terroristes, Eguiguren jouait un rôle important dans les négociations passées avec le monde de l'ETA. Il sait de quoi il parle.

Presqu'abandonnée par son propre entourage, harcelée par les forces de l'ordre, l'organisation fondée en 1958 a été obligée d'annoncer "la fin définitive" de son "activité armée". Les quotidiens offrent la liste d'au moins 858 assassinats d'ETA, mais elle n'annonce pas encore sa dissolution et demande un dialogue avec Madrid et Paris. Pour négocier quoi ?

Tout pourparlers politiques écartés, il s'agit sans doute d'évoquer la destinée des détenus membres de l'ETA et, peut-être, de la remise d'armes. En face, parmi les influentes associations de victimes, on exige justice. Pedro Maria Baglietto, frère d'un assassiné, nuance: "On peut être généreux, mais ils doivent demander notre pardon."

La défaite d'Euskadi Ta Askatasuna (ETA), soit "le Pays basque et sa liberté" est claire comme son agonie. Ses 703 membres prisonniers n'ont maintenant d'autre espoir que "la fin totale du conflit" en échange de quelques bénéfices pénitenciers. Les coups policiers ont été durs et l'organisation ne compte plus que quelques douzaines d'activistes. Sans compter que les sources de financement de l'ETA se tarissent. Les entreprises liées aux militants armés, les réseaux de séquestration et d'extorsion dits "impôts révolutionnaires", les fonds publics obtenus à travers les associations légales, l'argent donnée aux familles de prisonniers par les gouvernements autonomes (nationalistes), tout s'est évanoui.

L'ETA essaye donc de rentabiliser sa reddition après une conférence "de médiation internationale", en présence de l'ex-secrétaire général de l'Onu Kofi Annan et de l'ex-dirigeant catholique irlandais Gerry Adams. Juste un



L'indépendantiste Rofi Etxebarria après l'annonce de la fin de la lutte armée.

mois avant les élections législatives en Espagne.

"Nous ne permettrons pas que les bourreaux dictent l'histoire aux victimes", répondait vendredi au parlement basque Maixelasa au nom des associations des victimes.

Le Premier ministre socialiste Zapatero, sur le point de sortir de la scène, et Mariano Rajoy, chef d'une opposition de droite déjà donnée gagnante, sont d'accord pour s'opposer à toute contrepartie politique. Patxi López, le président basque (socialiste), annonce un dialogue avec toutes les forces, y compris les indépendantistes, "sans perdre la clarté de notre mémoire sur l'horreur vécue pour qu'elle ne se répète jamais". Maite Ugarteburu, au nom des indépendantistes - qui restent deuxième force en nombre de voix au Pays basque - déclare que "ce n'est pas la fin du conflit" politique.

José Ignacio Iribar, journaliste basque à Madrid, qui fut menacé par l'ETA, tire un bilan, pour "La Libre Belgique": "Content, mais sans euphorie. Une page très douloureuse vient d'être tournée, mais les lendemains seront délicats. Nous devons installer les bases de la vraie démocratie au Pays basque faute de quoi il restera quelques braises qui pourraient se raviver à l'avenir. Une génération entière a été éduquée dans la haine. Là-bas, il nous faut certainement un processus de rééducation démocratique."

Reste la dissolution de l'ETA et la remise de ses armes. Elle pourrait attendre 2013, pour ce faire, à la veille des élections législatives basques. Antonio Basagoiti, chef du Parti populaire (droite) au Pays basque, résume ainsi: "Ils ont dit qu'ils baissaient les persiennes, mais il faudra bien qu'ils ferment complètement leur magasin."

Irak

Retrait des soldats US après neuf ans de guerre

Le président Barack Obama a annoncé vendredi le retrait des quelque 39 000 soldats américains encore stationnés en Irak d'ici à la fin de l'année, mettant fin à près de neuf ans d'un conflit engagé par son prédécesseur George W. Bush. L'annonce de M. Obama est survenue après une visioconférence avec le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki et l'échec des négociations visant à maintenir des troupes américaines. Bagdad a assuré que les deux responsables étaient sur la même longueur d'onde. "Les points de vue des deux dirigeants étaient identiques quant à la nécessité d'engager une nouvelle phase de relations stratégiques, après avoir mené à bien le retrait (des troupes américaines) à une date précise à la fin de l'année", a réagi M. Maliki selon une déclaration diffusée par son bureau. Le président des Etats-Unis s'est défendu d'abandonner l'Irak et a averti à demi-mot le voisin iranien que Washington resterait vigilant. "De même que les Irakiens ont tenu bon pendant la guerre, j'ai bon espoir qu'ils sauront construire un avenir à la hauteur de leur histoire", a déclaré M. Obama. "Nous resterons les partenaires d'un Irak qui contribue à la sécurité régionale et à la paix, de même que nous appelons les autres pays à respecter la souveraineté de l'Irak", a-t-il dit. Le départ des troupes à la fin de l'année faisait déjà l'objet d'un accord signé en 2008 entre les deux pays. Mais Washington et Bagdad négociaient afin de maintenir un contingent de quelques milliers d'hommes pour former des soldats irakiens. Les discussions butaient sur le statut juridique des troupes américaines après 2011. Washington exigeait une immunité totale pour ses militaires, les mettant à l'abri de toute poursuite judiciaire en Irak, ce que Bagdad refusait. M. Obama a annoncé que M. Maliki se rendrait à la Maison-Blanche en décembre, au moment où les deux pays reprendront des relations normales entre Etats souverains. Il a rappelé qu'il avait fait campagne en 2008 contre l'intervention de son pays. (AFP)

France

L'affaire de proxénétisme de Lille prend de l'ampleur

Le commissaire divisionnaire Jean-Christophe Lagarde, chef de la sûreté départementale du Nord, a été déféré vendredi devant un juge d'instruction de Lille dans le cadre d'une affaire de proxénétisme franco-belge qui touche désormais les sphères hôtelière, policière et politique. Cinq personnes sont déjà mises en examen dans ce dossier visant un réseau de prostitution dans lequel le nom de Dominique Strauss-Kahn est cité, au point que l'ancien directeur général du FMI a demandé à être entendu pour "mettre un terme aux insinuations". M. Lagarde, 47 ans, est un ancien adjoint de Michel Neyret à Lyon, l'ex-numéro deux de la police judiciaire locale qui a été mis en examen dans une retentissante affaire de trafic de stupéfiants. (Reuters)

Yémen

Résolution de l'Onu pour le départ de Saleh

Le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté hier à l'unanimité une résolution demandant au président yéménite Ali Abdallah Saleh de signer un accord par lequel il quitterait le pouvoir. Les quinze pays membres du Conseil de sécurité "condamnent sévèrement les violations continues des droits de l'homme par les autorités yéménites, telles que l'usage excessif de la force contre des manifestants pacifiques". (AFP)

Chine

Décès de la petite Yue Yue

Yue Yue, la fillette de 2 ans écrasée dans l'indifférence générale à Foshan, dans le sud de la Chine, est décédée vendredi et son sort alimentait toujours de vifs débats, sur Internet et dans la presse officielle, sur la montée en puissance de l'égoïsme dans la société chinoise. "Adieu petite Yue Yue. Il n'y a pas de voitures au Paradis", a écrit un internaute. "Adieu, je te souhaite de ne pas renaître en Chine dans une autre vie", a écrit un autre.

Corée du Nord

Le pays est structurellement incapable de se nourrir seul

La Corée du Nord est incapable de subvenir seule à ses besoins alimentaires même dans les "meilleures conditions climatiques", a déclaré vendredi à Pékin le chef des opérations humanitaires de l'Onu, Valerie Amos, de retour d'une mission de quatre jours dans ce pays. "Ce pays est structurellement pauvre et sous-développé. Même avec la meilleure volonté du monde et les meilleures conditions climatiques, la Corée du Nord ne pourrait pas se nourrir" seule, a jugé M^{me} Amos. Elle a indiqué qu'un tiers des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique, précisant que cette part atteignait 45 % dans le Nord du pays. Le régime nord-coréen exerce un contrôle étroit sur les organisations d'aide internationales, mais les restrictions ont été allégées ces derniers mois en raison d'une pénurie croissante en produits alimentaires. (AFP)

HÔTEL - RESTAURANT

Aux Beaux Rivages

La famille vous accueille à bras ouverts dans ce décor reflétant l'harmonie et la tranquillité de la Gaume Ardennaise. Hôtel au bord de la Semois entièrement rénové. Le patron au fourneau.

✓ **Séjour Noël et Nouvel An en séjour gastronomique:**
200€ par personne pour les 3 nuits à Noël
250€ par personne pour les 3 nuits à nouvel an

✓ **Promotion semaine :**
4 nuits à 170€ p.p. en demi-pension du 30/05 au 30/12/2011

✓ **Promotion WE gastronomique avec gibier**
du 08/10 au 6/01/2012
150€ p.p. pour les 2 nuits
Nouveau : appartement hôtel, Wifi gratuit

INTERNET

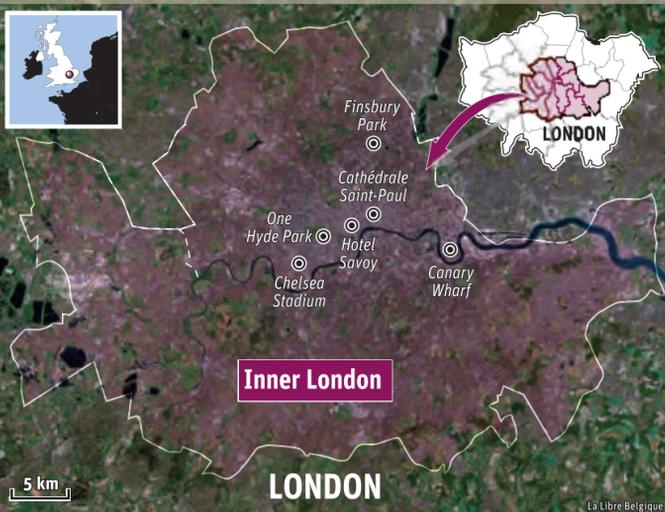
www.auxbeauxrivages.be
L'hôtel est ouvert toute l'année.
Réservation souhaitée
Restaurant ouvert uniquement sur réservation

14, Rue des Isles - 6821 Lacuisine
Tél. : 061/31.12.35
Fax : 061/31.35.51

Autoroute E411 Bruxelles - Namur - Arlon - Luxembourg
Sortie N° 26, direction Neufchâteau - Florenville.
Chemin de fer : ligne Libramont - Virton.
La gare de Florenville est à 500 m de l'hôtel.



Inner London (Grande-Bretagne)



Série

D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrez dans votre "Libre" quotidiennement. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. Notre voyage passe aujourd'hui par la région la plus riche de l'Union, Inner London. La semaine prochaine, nous mettrons le cap vers le point le plus bas, le Zuidplaspolder.

Sur le parvis de Saint Paul, les "indignés" ouvrent la discussion avec les passants, les travailleurs, les journalistes, les touristes et même avec la police.

Dans la City, l'architecture souligne l'identité des institutions financières.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

lalibre.be

DOSSIER
Retrouvez, sur le site de "La Libre", notre dossier et la carte des points extrêmes de l'Union.

Londres, moderne et médiévale



GILLES MILECAN



GILLES MILECAN

► La région la plus riche de l'Union, Inner London, voit, en son coeur, ses pratiques financières contestées.

► Les indignés campent depuis 15 jours dans la City.

Reportage Gilles Milecan
Envoyé spécial à Londres

C'était en avril. Et pas le premier. Un acheteur, anonyme à l'époque, débourse cent trente-six millions de livres (soit plus de 155 millions d'euros) pour acquérir deux appartements avec vue sur Hyde Park. Rinat Akhmetov, 148^e homme le plus riche du monde, percera l'un ou l'autre mur et/ou plafond pour jouir d'un penthouse de 2300 mètres carrés surplombant le plus vaste parc du centre de Londres. Le multimilliardaire ukrainien a budgété 60 autres millions de livres pour aménager son pied-à-terre. S'il devenait une norme, son achat ferait grimper le m² d'immobilier londonien à quasi 60000 £ (68000 €). Une éclipse totale pour les appartements du Plaza Hotel de New York, vendus pour "à peine" plus de 50 millions de dollars (soit 35 millions d'euros), aussi bien que pour

les propriétés mordant la plage de Malibu, bourgade de 12000 habitants à proximité de Los Angeles.

Ce type d'opération est exceptionnel, mais il illustre la réalité d'un marché de l'immobilier "hors normes" dans une capitale qui combine les avantages du centre d'affaires et du pôle culturel, et qui se révèle suffisamment grande pour préserver l'anonymat, et donc la tranquillité. Les frères Candy, qui développent ce genre de douceurs pour riches clients, prouvent, en ayant d'ores et déjà vendu 40 des 86 appartements de "One Hyde Park" pour des prix de vente cumulés dépassant le milliard de livres, qu'Inner London héberge beaucoup de gens possédant beaucoup d'argent.

La partie la plus centrale de la capitale britannique produit, par habitant, 88300 € chaque année, soit 343% de la moyenne européenne.

Autre natif d'ex-URSS considérablement enrichi après la dislocation de cette dernière et la libéralisation débridée de ses industries et services, Roman Abramovitch, lui, achète des hommes. Des footballeurs de classe mondiale pour être précis. Aux supporters du Chelsea Football Club, qu'il préside, il a amené sur un plateau des superstars comme Didier Drogba (38 milliards d'euros en 2004), Andrei Shevchenko (45 milliards en 2006) ou Fernando Torres (60 milliards en 2011). Pour assister

aux matchs à domicile, être abonné est quasiment indispensable. Des places pour une seule rencontre sont disponibles, mais il faut alors sacrifier aux forfaits "hospitalités" des sommes considérables. Bien campé sur la carpe frappée du logo du club, un employé du Chelsea shop concède aux malheureux en quête des précieux sésames que ces formules sont chères mais qu'il s'agit d'un des rares moyens de se procurer les tickets désirés en dernière minute. Pour encourager les "blues" contre Arsenal ce 29 octobre, entre 595 £ et 895 £ sont nécessaires; ils compléteront la "communauté" d'un repas trois services, d'un accès gratuit au bar jusqu'à une heure après le coup de sifflet final, d'un cadeau exclusif et d'une visite du stade guidée par un ancien joueur, selon la générosité dont le visiteur a fait preuve.

En tout dernier recours, le fan raclera le fond de ses poches pour financer une nuit au Millenium hotel, adossé aux gradins de Stamford bridge. Plusieurs

The Wharf annonce avoir trouvé "une protestation très British" dans la City: "Calme et déterminée"

centaines de livres seront nécessaires.

Plusieurs milliers de livres donnent, eux, droit à profiter d'une suite à l'Hotel Savoy. Les vues sur la Tamise sont aussi larges que l'éventail de thés à déguster dans le grand salon du rez-de-chaussée. Les moquettes moelleuses éteignent le cliquetis des talons hauts qui traversent les damiers de marbre noir et blanc du lobby.

A droite des portes tournantes d'entrée, le bureau du concierge indique la stature du personnage. Il peut tout. Pour cette jeune fille à l'anglais hésitant, il trouvera quatre places pour la comédie musicale qu'elle lui pointe sur un dépliant. Visant les meilleurs tarifs, il manquera de la vexer en lui signalant qu'à 15 ans, elle est encore une enfant. Un quart d'heure d'attente. La facture s'ajoutera à la note du séjour. La jeune fille embarque dans une Audi Q7 immatriculée à Paris. Les chasseurs guident sobrement le conducteur pour qu'il ne griffe la Rolls stationnée dans l'allée privée qui mène du Strand à ce fleuron de l'hôtellerie britannique.

Le coin tourné, un homme au physique de footballeur américain tente de capter l'attention des passants. Son T-shirt bleu électrique est flanqué d'une maison blanche, tout ce qu'il y a de plus commun: murs, porte, toit. Son badge crédibilise sa démarche. Il récolte des fonds pour Mungo's, une association qui intervient dans les processus de

réinsertion, en militant pour que chacun trouve un toit pour l'abriter. Eliah a du bagout et lâche des chiffres parlants. "Un million de Britanniques n'ont pas de toit où s'abriter. Pourtant, c'est la base de l'insertion dans la société. Sans cela, il n'est même pas question de penser s'attaquer à l'alcoolisme, à la drogue, à la recherche d'un emploi."

Les rues du centre de Londres grouillent. Avec le métro, elles sont l'endroit idéal pour toucher un public maximal. Les escouades de "fundraisers" comme Eliah quadrillent les endroits stratégiques. Etudiants en médecine à l'Imperial College, militaires en uniformes, défenseurs des tigres, toutes les causes s'adressent aux portefeuilles des Londoniens. A tel point que lorsque Bragster projeta, peu avant Noël 2008, le numéro de carte de crédit d'un de ses fondateurs sur un mur de Kensington High Street, beaucoup crurent à un gag. Les plus rapides se partagèrent pourtant les 10000 livres, en achetant en ligne ce que bon leur semblait. Un beau coup de pub d'une start-up dont le modèle de création de contenu était basé sur la mise au défi et l'apport de preuves filmées de leurs accomplissements. Bertrand Bodson, titulaire de la carte, se souvient de

Suite page 16

Suite des pages 14-15

L'appel de son émetteur de crédit, alerté par la diversité des commandes et leurs provenances simultanées. Aussi et surtout de l'incrédulité des passants dont les réactions étaient filmées: "En temps de crise, une telle générosité était totalement incroyable pour eux."

A Canary Wharf, il n'y a pas de colporteurs, de "fundraisers" ou qui que ce soit pour déranger les employés qui goûtent leur pose déjeuner. Tout juste un agent de propreté qui les aborde pour récupérer leurs déchets avant même qu'ils aient l'idée de les laisser traîner. Midi frappe. Les queues se forment devant Birley Soups & Salads, Krüger, Itsu, Prêt-à-Manger et les autres. Si Londres est le royaume des chaînes de restauration, Canary Wharf en est le donjon.

Ici, la théorie de "saturation des quartiers", chère à Starbucks et qui pousse à l'ouverture de nouveaux points de vente jusqu'à ce que la concurrence soit telle qu'elle entraîne une baisse des ventes, même dans les magasins du groupe, trouve de nombreux disciples. La régénération du quartier, entamée il y a trente ans mais vigoureuse depuis le début des années 2000, est un lumineux exemple de la rénovation effrénée qui fait vibrer Londres du matin au soir. Marteaux-piqueurs, disqueuses, pelleuses animent des chantiers de toutes tailles. Des 250 hectares du chantier olympique autour de la gare de Stratsford International aux maisons individuelles que commercialise l'agence Franklyn James. David et Nicole se répartissent ventes et locations dans une zone qui, principalement, longe la Tamise entre Canary Wharf et la City. "Quand les développeurs ont compris que la revitalisation de l'Isle of Dogs (NdLR: où est situé Canary Wharf) allait prendre, toute la zone intermédiaire a fait l'objet de rénovations intensives."

Cette "zone intermédiaire" était un des quartiers les moins riches de Londres. Le standing a été nettement relevé et les loyers s'élèvent facilement à 250 £ la semaine, soit ce que paie un étudiant de l'Imperial College pour loger dans une résidence de son université. Les rénovations unifient donc le tissu urbain entre la City, traditionnel quartier d'affaires, et Canary Wharf, où les géants de la finance mais aussi de l'édition occupent des dizaines d'étages de paysagers. "The Wharf", quotidien gratuit du quartier, annonce en Une qu'il a trouvé "une protestation très British" au cœur de la City: "Calme, détermination et bon voisinage", décrit la journaliste dépêchée sur place.

Environ 300 "indignés" occupent le parvis de la cathédrale Saint-Paul. Ils ont placardé les arcades voisines de dizaines de tracts interpellant le lecteur ("Peux-tu nommer ces marques? Peux-tu nommer ces plantes?"), détournant des logos archiconnus ("Starbooks"), dénonçant les connivences, les "apparences de démocratie", les "propriétaires du monde" ou harangant les "99%" à se manifester, à rejoindre le mouvement, à "occuper toutes les places". Leurs tentes intriguent et les employés qui ralentissent le pas pour jeter un œil finissent bien souvent par entamer la conversation avec les "résidents". Ils expliquent leur présence, énoncent les dysfonctionnements démocratiques et les "ravages sociaux causés par un capitalisme dont la sauvagerie touche sans cesse plus durement les faibles", comme le dit Terry.

La tente "info" est accessible à toute heure. Sa voisine accueille un programme chargé d'exposés et de discussions. "Tout tourne autour de la justice sociale", résume Chris, qui se demande si son matériel de projection résistera aux averse annoncées en soirée. A l'affiche: "Gasland", reportage sur les pollutions causées par l'extraction de gaz de schistes aux Etats-Unis.

La nuit tombe et l'AG quotidienne est convoquée devant les marches de la cathédrale. En introduction, Loraine explique pour les nouveaux venus comment réagir à ce qui se dit: agiter les mains signifie l'approbation, croiser les poignets le désaccord, des roulements de poignets que l'orateur accé-



Londres mue perpétuellement. Elle expérimente les accents les plus audacieux et préserve son héritage historique.

lère son speech. Au milieu des tentes, "Anonymous UK" a installé une table basse. Ses membres, qui sont médecins, étudiants ou informaticiens entre autres, sont reconnaissables au masque popularisé par le film "V pour Vendetta" qu'ils portent. "Mais nous ne nous cachons plus, sourit Mel, le masque relevé sur les cheveux. Nous n'avons pas de raisons d'avoir peur. Si l'on se débarrasse de la peur de l'Etat, des propriétaires, de la police, de l'Eglise, on vit mieux."

Les policiers qui patrouillent dans le petit camp confirment les bonnes relations de "voisinage". Mel montre une photo de poignée de main avec un "constable" sur son smartphone. Mais il confirme qu'ils se montrent intransigeants pour l'accès à Paternoster Place, interdit par des barrières métalliques. L'ensemble immobilier voisin de la cathédrale est une propriété privée. Son exploitant ne souhaite absolument pas y voir pulluler les tentes igloo.

D'autant que l'absence de réaction rapide de l'Eglise, propriétaire du sol autour de Saint-Paul, la contraint désormais à tolérer ce squat.

Une partie des "indignés" a gagné Finsbury park pour planter leurs sardines dans un gazon au confort incomparable avec la froideur du pavement du "Tahrir square". Quelques bouquins à la disposition de tous y symbolisent la clé du changement que constitue à leurs yeux l'éducation.

Tourné vers le trottoir, un panneau de suggestions identifie la "main invisible du marché" et dénonce l'assymétrie de cette City où virevoltent les millions. "Il n'est pas question de payer pour les banques" est un leitmotiv. "Retirer votre argent des grandes banques pour le placer dans une 'credit union' (NdLR: institution financière contrôlée par les déposants) est une suggestion parmi d'autres. Les "indignés" dessinent pour ceux qui les interrogent les lignes de force qu'ils identifient au sein du "système": l'enrichissement d'un petit nombre grâce au travail des "99%", la rémunération disproportionnée de certains métiers, financiers principalement, l'inconséquence des taxes sur les revenus du capital par rapport aux revenus du travail, la propriété du sol qui demeure, pour des pans très large de la capitale, aux mains de puissants landlords comme la Couronne, le duc de Westminster ou l'Eglise. Ils simplifient à l'extrême: "Rien n'a changé depuis le Moyen-Age, analyse Chess. Un petit nombre de possédants décide de tout et fixe des règles qui semblent démocratiques parce qu'elles touchent le plus grand nombre. Mais elles seraient beaucoup plus démocratiques si elles touchaient ceux qui seraient les moins affectés par de telles mesures." Le discours de Peter est une illustration de cette pensée: "En Grande-Bretagne, 1% de la population possède 70% du pays. La fortune des 10 plus riches dépasse les 4 000 milliards de livres. Une taxe one-shot de 20% rapporterait 800 milliards, assez pour boucher tout le déficit gouvernemental. Malheureusement, l'égoïsme passe avant le patriotisme."

La réflexion sur les dérives d'un système et l'incapacité de ses acteurs à le contrôler ne stagne pas dans les campements de fortune. Mardi, dans le "Guardian", Andy Haldane, directeur de la Banque d'Angleterre chargé de la stabilité financière, s'est exprimé en faveur de la création d'un lien entre les bonus perçus et la prise réelle de risque. Ce nouveau mode de calcul aurait tempéré la progression des bonus perçus par les banquiers aux Etats-Unis entre 1989 et 2007 à un coefficient multiplicateur de 68 alors qu'il a été, en réalité de 500. Selon Haldane, les banquiers ont tiré des bénéfices au moment de leurs prises de risque, que le nombre d'entreprises et de particuliers se retrouvant par la suite en situation d'insolvabilité démontre que ces risques ont été mal évalués et que la société civile supporte maintenant le coût de ces mauvaises évaluations.

L'histoire ne dit pas si cette voix dissonnante dans le monde financier londonien ira porter sa suggestion sur un mur de revendication des indignés où si c'est là qu'il a trouvé l'inspiration.



Le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi: "La révolution n'a pas eu lieu pour détruire un Etat, mais pour détruire un régime. Nous sommes déterminés à protéger l'Etat tunisien."

■ Tunisie

Un raz de marée islamiste

► Le mouvement Ennahda remporte le premier scrutin libre issu du printemps arabe.

► Avec 41,47% des voix, il promet de bâtir un Etat démocratique et respectueux.

P lus aucune surprise ne pouvait encore venir ravir la victoire aux islamistes d'Ennahda aux élections de l'Assemblée nationale constituante en Tunisie. Le mouvement, grand favori de ces premières élections libres du pays, s'était rapidement proclamé vainqueur avant même que les résultats partiels ne soient connus. Cette victoire, les résultats officiels définitifs l'ont confirmée pleinement jeudi dans la soirée. Ennahda (Renaissance) remporte 41,47% des suffrages exprimés, de quoi installer 90 députés parmi les 217 sièges de l'Assemblée constituante, qui s'attellera principalement à la rédaction d'une nouvelle constitution pour la Tunisie.

Avec un tel score, le parti islamiste fait davantage que les quatre principales formations de la gauche et du centre réunies. Le Congrès pour la République (CPR), Ettakatol, le Parti démocrate progressiste (PDP) et la coalition du Pôle démocratique moderniste (PDM) totalisent 73 sièges. Ces résultats définitifs restent toutefois provisoires jusqu'à la fin des recours devant le tribunal administratif qui doit se prononcer dans un délai de cinq jours.

La victoire d'Ennahda est un véritable raz de marée, puisque le mouvement

arrive en tête dans toutes les circonscriptions électorales du pays. A Sidi Bouzid, premier epicentre de la révolution, il leur aura toutefois fallu l'invalidation de la liste d'Al Aridha, qui avait créé la surprise en se hissant sur le podium à l'échelle du pays alors que les résultats n'étaient que partiels. Dirigée par un riche homme d'affaires exilé à Londres et inconnue avant le scrutin, la "Pétition populaire pour la liberté, la justice et le développement" comme se surnomme Al Aridha termine au quatrième rang et remporte 19 sièges (8,76% des suffrages), malgré l'invalidation de six de ses listes (Sidi Bouzid, Kasserine, Taouine, Sfax, Jendouba et en France) pour "irrégularité de financement".

Des troubles ont éclaté jeudi soir (et ont repris vendredi) à Sidi Bouzid, fief d'Al Aridha, suite à l'annonce des résultats et à l'invalidation de ses listes. Le chef de la "Pétition populaire", Hechmi Haamdi, a déclaré qu'il ne rentrerait pas en Tunisie si le numéro 2 d'Ennahda, Hamadi Jebali, devenait Premier ministre, poste auquel il est candidat.

Rached Ghannouchi, le chef du parti islamiste interdit sous le président Zine El Abidine Ben Ali et légalisé après la révolution, a appelé vendredi les habitants de Sidi Bouzid "au calme et à la préservation des biens publics", alors qu'un couvre-feu était instauré à partir de 19 heures locales. Le local d'Ennahda et des bâtiments publics de cette ville du centre du pays ont été mis à sac et pillés. Le chef islamiste a affirmé voir dans les troubles "la main du RCD dissous", l'ancien parti du président Zine El Abidine Ben Ali, duquel Al Aridha est soupçonné d'être proche, ce qu'il réfute.

La victoire des islamistes en Tunisie -de même que l'instauration de la cha-

ria annoncée en même temps que la victoire des insurgés en Libye- entretient les suspensions et les craintes des défenseurs des libertés fondamentales et des opinions publiques occidentales. Les islamistes récoltent sans doute les fruits de leur opposition à la dictature et de la sympathie que leur a valu leur persécution. Le mouvement Ennahda, qui assure qu'il a une vision modérée de l'islam, s'est dit prêt à composer.

Rached Ghannouchi a promis vendredi de construire un régime démocratique et a tendu la main aux autres forces politiques. "La démocratie, c'est pour tout le monde, nos cœurs sont ouverts à tout le monde, on demande à tous nos frères quelles que soient leurs orientations politiques de participer à l'écriture de la constitution et l'instauration d'un régime démocratique", a déclaré M. Ghannouchi lors d'une conférence de presse.

"La révolution n'a pas eu lieu pour détruire un Etat, mais pour détruire un régime. Nous sommes déterminés à protéger l'Etat tunisien", a martelé M. Ghannouchi.

chi. "Il y a eu une révolution dans ce pays. Les gens veulent un changement de politique et de visages", a ajouté le leader du parti islamiste.

Il a également réaffirmé son "engagement envers les femmes de Tunisie pour renforcer leur rôle dans la prise de décision politique, afin d'éviter toute marche arrière sur leurs acquis". Il a souligné que 42 des 49 femmes élues au sein de l'Assemblée constituante étaient membres de son parti.

Quant aux jeunes, l'un des principaux enjeux de la révolution tunisienne, Rached Ghannouchi leur a proposé un avenir plus attrayant, au service de leur pays. "La Tunisie a besoin de tous ses fils et, dans quelques années, elle sera un pays qui attire les compétences au lieu de les refouler", a-t-il souligné, estimant que l'Europe n'aurait bientôt plus à "se tracasser" pour "l'immigration illégale" en provenance de Tunisie. "Nous disons à l'Europe que l'immigration illégale ne va plus vous tracasser. Nous n'allons plus vous faire cadeau de nos jeunes diplômés." Vincent Braun

Commune de KOEKELBERG

engage un (h/f):

SECRETAIRE COMMUNAL (FR/NL)

Direction générale des services communaux • Direction du personnel
• Expertise juridique sur les dossiers soumis aux Collège et Conseil
• Formation universitaire.

L'emploi sera conféré par mandat.

Candidatures doivent parvenir par écrit au Service du Personnel (GRH),
place Henri Vanhuffel 6 à 1081 Koekelberg ou par e-mail:
personnel@koekelberg-irisnet.be au plus tard le 20 novembre 2011.
Références: 02/412 14 56 ou 14



Zuidplaspolder (Pays-Bas)



Série

D'un point à l'autre

Extrêmes. L'Union européenne nous apporte son lot de nouvelles – crise de l'euro, relations extérieures ou politique énergétique – que vous découvrirez dans votre "Libre" quotidien. Pour compléter le tableau et incarner l'Europe, nous vous emmenons dans le quotidien de nos "compatriotes" vivant l'Union à ses extrêmes. Plutôt que l'arbitraire total ou le hasard, nous avons choisi de jouer avec les chiffres. Latitudes et longitudes d'abord, car l'Union est aussi affaire de géographie. Altitudes ensuite, pour ajouter une troisième dimension à notre atlas. Multitude enfin, pour rendre compte de la diversité socio-économique de l'espace dans lequel nous vivons. Neuf sujets pour entrer dans la réalité européenne d'une autre manière. La dernière étape de notre périple aux "extrêmes" de l'Union nous conduit aujourd'hui au Zuidplaspolder, aux Pays-Bas, où se trouve le point le plus bas d'Europe.

6,76 m sous le niveau de la mer : ici se trouve le point le plus bas de l'Union.

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

lalibre.be

DOSSIER
Retrouvez, sur le site de "La Libre", notre dossier et la carte des points extrêmes de l'Union.

La conquête de l'espace



Le Zuidplaspolder est un écrin de verdure. Mais à l'horizon se profilent les tours des agglomérations voisines de Rotterdam, Zoetemeer ou Gouda.



L'industrie horticole, très présente sur le polder, est encore amenée à se développer.

► Le Zuidplaspolder est le point le plus bas de l'Union.

► Dans les décennies à venir, cette zone rurale est appelée à connaître de profondes mutations.

Reportage **Olivier le Bussy**
Au Zuidplaspolder (Pays-Bas)

Sous un ciel du Nord hésitant entre le gris et le bleu, s'alignent des prairies verdoyantes, au milieu desquelles paissent des vaches ou des moutons. Des canaux rectilignes traversent ces vertes étendues, sans faire de remous. Le Zuidplaspolder offre un décor champêtre, typique de la Hollande méridionale, propre à inspirer les peintres du dimanche.

Mais il suffit de porter le regard vers l'horizon, pas si lointain, pour apercevoir les silhouettes des tours des agglomérations toutes proches et de tendre l'oreille pour entendre le bourdonnement du trafic des autoroutes A12 et A20, qui prennent le polder en tenaille. Car le Zuidplaspolder est un

écrin de verdure, enfermé dans un triangle dont Rotterdam, Zoetemeer et Gouda constituent les pointes hyperurbanisées.

Le paysage du polder est d'ailleurs amené à connaître de profondes modifications, dans les décennies qui viennent. Les Pays-Bas figurent en effet en haut du classement des pays les plus densément peuplés de la planète, avec 489,7 habitants par km² (pour une moyenne européenne de 116 habitants/km²). Aussi, de tout temps, les Néerlandais, et les Hollandais en particulier, se sont trouvés confrontés au défi de rationaliser au maximum l'espace dont ils disposent.

Le développement futur du Zuidplaspolder s'inscrit dans cette stratégie nationale de "conquête de l'espace". Ainsi, en 2002, l'Etat néerlandais et les autorités régionales ont estimé nécessaire de développer le nord et le sud du Randstad (une des conurbations les plus importantes d'Europe, d'environ 6 millions d'habitants, qui regroupe Rotterdam, La Haye au sud, Amsterdam et Utrecht au nord, NdlR). Pour le sud, le choix s'est porté sur le Zuidplaspolder.

"Comme il n'y avait plus de place dans les villes, ils ont examiné les possibilités de développement en dehors des villes", ex-

plique Arjen de Vries qui, avec Henk van der Torn, gère le projet au niveau de la municipalité de Zuidplas (née de la fusion, en 2010, des communes de Nieuwkerk aan den IJssel, Zevenhuizen-Moerkapelle et Moordrecht) dont le territoire épouse plus ou moins les contours du polder qui lui a donné son nom.

"L'objectif était de voir où se trouvaient les meilleurs emplacements pour construire de nouveaux logements, pour installer de nouvelles entreprises et pour augmenter la superficie réservée à la culture en serre", complète Frank van Pelt, responsable de projet pour l'organisme "Driehoek" (triangle, en français). "Driehoek" est en quelque sorte la cabine de pilotage du programme de développement du Zuidplaspolder, dans lequel sont impliqués, à divers niveaux, de nombreux acteurs: la province de Hollande méridionale, la commune de Zuidplas et les municipalités voisines de Rotterdam, Gouda et Waddinxveen. Sans oublier les protagonistes "non institutionnels". Coût estimé du programme: 4 milliards d'euros dont Rotterdam et la province assurent le financement à hauteur de 80%, Zuidplas, Gouda et Waddinxveen supportant le reste du fardeau. "Les estimations datent de 2004, avant la crise.

ils ne veulent plus rien dire aujourd'hui", corrige Frank van Pelt. "Ce qui est certain, c'est que plus on construit de logements, plus il faut adapter les infrastructures de transport."

Et en matière de logement, les divers plans de développement du polder, établis en 2004 et en 2006 sont ambitieux. Ils prévoient la construction de 15 000 habitations, mais aussi l'affectation de 450 hectares pour les entreprises et de 200 hectares pour les serres, d'ici à 2030. "Mais dans un premier temps, on va commencer avec 7 000 logements, 110 ha pour les entreprises et 180 pour les serres, à l'horizon 2020", précise Frank van Pelt. Quelque 400 ha seront réservés pour le maintien ou la création d'espaces naturels et de zones vertes récréatives, ajoute Arjen de Vries. "C'est important, pour que notre polder reste aussi ouvert que possible, dans le respect du développement de la nature. Nous voulons passer de l'agriculture à la nature, sur le long terme."

Secrétaire de l'association "Milieuvereniging", Bert Van Duijl prédit "que les fermes vont disparaître dans un délai de 30 ans. A la fin de cette période, les fermiers pourront vendre leurs terres. Mais comme, entretemps, ils doivent continuer à s'étendre pour subsister, cela va coûter

d'autant plus cher".

"Milieuvereniging" a pris part aux consultations qui ont précédé la confection des plans. "Comme organisation environnementale, nous avons convenu que nous ne pouvions pas arrêter le projet de développement, mais que nous pouvions avoir une influence favorable. Si vous vous cantonnez dans une attitude d'opposition, vous ne pouvez pas interagir", estime cet habitant de Moordrecht. "On nous a écouté, mais cela ne veut pas dire pour autant que nous avons été entendus." "Milieuvereniging" est particulièrement attentif à la préservation du "Waterparel", un endroit où l'eau, "nettoyée" par l'argile, est d'une pureté tout à fait exceptionnelle. "La moitié deviendra une réserve naturelle, l'autre sera réservée aux habitations de standing", avance Bert Van Duijl. "Il est prévu d'établir des couloirs écologiques pour la faune. Notre association milite pour qu'ils soient larges de 200 à 250 mètres, plutôt que 40 à 60 mètres, comme prévu dans le plan."

Outre l'équilibre à trouver entre urbanisation et préservation des espaces verts, le développement du Zuidplaspolder pose quantité d'autres défis. A

Suite en pages 16 et 17



Développer un polder situé bien au-delà du niveau de la mer constitue un défi qui mettra à l'épreuve l'ingéniosité néerlandaise.

Suite des pages 14 et 15

fortiori que le polder se trouve sous le niveau de la mer et que son sol, de tourbe et d'argile, est particulièrement meuble. C'est d'ailleurs à proximité de Moordrecht que se trouve le point le plus bas des Pays-Bas, mais aussi de l'Union européenne, à 6,76 mètres sous le niveau de la mer – une distinction géographique que le Zuidplaspolder partage avec Lammefjord, au Danemark. Une curiosité guère mise en valeur: un monument a bien été érigé au point le plus bas, en face des locaux d'un concessionnaire de camions et au pied de l'autoroute A20. Pour le glamour, on repassera.

Un quart du territoire néerlandais étant situé au ou sous le niveau de la mer, les Pays-Bas anticipent les évolutions liées au changement climatique. Le Groupe intergouvernemental des experts sur l'évolution du climat estime que la température mondiale moyenne augmentera de 1,1 à 6,4 degré centigrades par rapport à 1990 et que le niveau de la mer s'élèvera de 18 à 59 cm – l'Institut météorologique néerlandais prévoit une hausse comprise entre 35 à 85 cm sur les côtes des Pays-Bas. "Le plan de développement est à l'épreuve du changement climatique", assure Arjen de Vries. "Finalement, ça ne change pas grand-chose pour nous parce que nous sommes déjà sous le niveau de la mer", tempère Frank van Pelt. "On a analysé les différents scénarios. On ne peut pas exclure le risque

d'inondations du sud du polder, si les digues cèdent", admet-il, précisant que les plans ont été établis en conséquence. "La rivière IJssel (qui borde le polder) est située à 9 m au-dessus du niveau de la mer. Si l'eau monte, on peut élever les digues, mais alors il faut aussi les élargir et à certains endroits, c'est impossible", constate Henk van der Torn. "La solution, c'est d'ouvrir les digues et de diriger le surplus d'eau vers des réservoirs", poursuit-il, "comme celui qui est en construction sur l'Eendragpolder, qui couvrira 300 ha et aura une capacité de 4 milliards de m³." Plus que les inondations, c'est une dégradation de la qualité de l'eau qui est à craindre. Avec des étés de plus en plus secs, l'IJssel (qui approvisionne le polder en eau douce) pourrait ne plus être en mesure d'absorber l'eau salée remontant de l'embouchure du fleuve. D'où la nécessité d'élargir les canaux, pour favoriser le stockage d'eau douce.

A l'échelle néerlandaise, comme à l'échelle européenne, la lutte contre le réchauffement climatique passe notamment par une réduction des émissions de gaz à effet de serre (l'objectif néerlandais est une diminution de 14% à l'horizon 2020). Le très énergivore secteur horticole – qui "pèse" 20 milliards d'euros par an, et qui est particulièrement développé dans le Zuidplaspolder – est tenu de participer à l'effort de guerre.

L'entreprise Marjoland, dont les serres sont établies à la lisière entre Moerkapelle et Waddinxveen, est spécialisée dans la culture des roses. "Nous pro-

duisons environ 60 millions de boutons de roses par an", explique Angelien van den Nouweland, fille du fondateur de Marjoland. Sur 20 hectares sont cultivées des roses rouges (la Passion), roses et blanches, qui après avoir été achetées par des grossistes, inonderont le marché européen, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France en particulier.

Sous les serres, oeuvrent nombre d'ouvriers polonais, comme en témoignent les panneaux rédigés dans leur langue, qui rappellent de garder les portes des serres fermées. "La température moyenne des serres est de 21 degrés centigrades, elle est plus élevée le jour que la nuit", explique Angelien Van Nouweland. "Nous récupérons la chaleur que nous utilisons pour chauffer les serres dans un très gros réservoir rempli d'eau chaude qui nous permet de conserver la chaleur pendant la nuit, mais aussi d'approvisionner trois autres entreprises", vante-t-elle. "Nous sommes aussi assez loin dans la procédure de réduction des émissions de CO₂", via un système de purification des gaz usagés. "D'ailleurs, nous n'utilisons jamais la totalité des quotas de CO₂", qui nous sont attribués dans le cadre du système Emission

"Notre plan est à l'épreuve du changement climatique"
Arjen de Vries

Trade Scheme européen.

Le plan de développement prévoit une extension sensible de l'industrie horticole sur le polder, qui s'accompagne d'une réflexion sur l'efficacité énergétique. "Les serres utilisent beaucoup d'énergie pour le chauffage. Nous voulons réutiliser cette énergie pour chauffer les maisons", avance Arjen de Vries.

On n'est pas encore là. La crise économique a donné un coup d'arrêt au développement du Zuidplaspolder. D'autant que le marché immobilier affiche un encéphalogramme plat. "C'est difficile de vendre des maisons pour le moment", pointe Frank Van Pelt. "Il sera difficile de respecter le délai 2020."

"Tout le terrain a été acheté par la Grondbank (financée par les partenaires du programme) avec de l'argent emprunté. Avec les taux d'intérêt, tout devient plus cher chaque année. Ce n'était pas prévu", déplore Henk van den Torn. Qui conserve néanmoins son enthousiasme: "C'est assez exceptionnel de pouvoir développer une zone à partir de rien. La crise ralentit peut-être la réalisation du projet, mais l'idée originale reste intacte. Et puis toutes les crises se terminent un jour".

On en n'est de toute façon qu'au début de l'histoire, prophétise Frank van Pelt: "C'est un plan à la fois prévisible et flexible. Notre horizon est 2020, mais il faudra encore restructurer le polder à l'avenir". Et de conclure, dans un clin d'oeil: "Mais je serai sans doute mort à ce moment-là".

■ Nicaragua

Présidentielle: encore Ortega?

► L'ex-sandiniste devenu populiste a balisé son maintien au pouvoir.

Il s'était fait connaître comme dirigeant de la révolution sandiniste qui avait mis fin, en 1979, à la longue et cruelle dictature des Somoza. Lors de sa première présidence (1985-1990), il incarnait encore la gauche qui effrayait les Etats-Unis au point de les pousser à mettre sur pied une guérilla anti-sandiniste, la "Contra", et susciter une guerre civile de 10 ans (50 000 morts). Mais beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et Daniel Ortega, qui s'est converti au capitalisme et a privatisé des entreprises nationalisées par les sandinistes entre 1979 et 1990, donne dans le populisme, le népotisme et les manœuvres politiques, tandis que sa famille serait devenue, sous sa deuxième présidence (2006-2011), une des plus riches du pays.

Car, entretemps, Daniel Ortega a fait une fructueuse alliance avec l'ancien président conservateur Arnoldo Aleman (1997-2002), condamné à 20 ans de prison pour le détournement de plus de 100 millions de dollars. La manœuvre a en effet permis à Ortega de placer ses proches au sein de la Cour suprême et du Conseil suprême électoral. Alors que la Constitution interdit d'être Président plus de deux fois et de se présenter à un second mandat consécutif au premier, la Cour suprême, réunie en l'absence de ses membres non-orteguistes, a décidé que ces dispositions "violent les droits de l'homme" d'Ortega. Le voila donc candidat à sa succession. Il a en outre été décidé qu'un candidat pouvait être élu au premier tour s'il atteignait 35% des voix, dont 5% de plus que son principal rival.

En faisant appuyer, avec succès, par ses élus au Parlement, en 2006, l'interdiction de toute forme d'avortement, le Président sortant s'est en outre fait un allié de son ancien ennemi des temps de la révolution, le cardinal Obando y Bravo, aujourd'hui retraité mais qui bénit ses meetings. La Conférence des évêques, elle, a appelé à voter "pour un candidat qui respecte la Constitution".

L'ex-révolutionnaire a aussi sécurisé son pouvoir par le népotisme: sa femme est porte-parole du gouvernement et directrice de campagne, tandis que plusieurs de leurs huit enfants sont à la tête de radios et télévisions publiques et privées – un schéma d'accaparement patrimonial déjà vu

au Nicaragua, que les sandinistes vouèrent aux gémonies.

Le principal atout de Daniel Ortega, 65 ans, est cependant sa politique clientéliste de distribution aux pauvres: des tôles pour les toits, des animaux d'élevage, des micro-crédits, etc., financée par les 2 milliards de pétrodollars du président vénézuélien Chavez, dont le cancer est vécu avec inquiétude à Managua. Cette politique vaut au candidat une popularité supérieure à 35% selon les sondages. Près de la moitié de la population vit en effet sous le seuil de pauvreté; le panier alimentaire de base pour une famille moyenne coûte 434 dollars par mois mais le salaire moyen n'atteint que 291 dollars.

Face à Ortega – mais loin derrière – son vieux complice Arnoldo Aleman, qui a aussi bénéficié du pacte avec l'ex-révolutionnaire: sa condamnation à 20 ans de prison a été annulée en 2009. Aujourd'hui, alors que leurs deux partis sont alliés au Parlement, Aleman, 66 ans, promet – apparemment en vain dans un pays pourtant frappé par un chômage de 53% – "un million d'emplois".

Le vrai rival d'Ortega, c'est Fabio Gadea, 79 ans, ancien dirigeant de la "Contra", entrepreneur libéral et amateur de radio dont la voix est connue dans tout le pays. Ce fervent chrétien promet une "révolution de l'honnêteté" s'il est élu, alors que le Président sortant est accusé d'avoir largement profité de la manne vénézuélienne pour enrichir les siens. Gadea annonce vouloir mettre fin au clientélisme de son rival en matière d'emplois et a reçu l'appui, comme candidat vice-Président, d'un renouvreur sandiniste, Edmundo Jarquin. Comme beaucoup d'autres figures du mouvement révolutionnaire des années 79-90, ce dernier voit en Daniel Ortega une brebis galeuse qui a trahi les idéaux sandinistes au profit de l'autoritarisme et de l'enrichissement familial.

D'importantes craintes de fraude se sont fait jour pour les élections présidentielle et législatives de dimanche. Jeudi, la mission d'observation de l'Organisation des Etats américains (OEA) a dénoncé des irrégularités dans l'organisation des scrutins. L'opposition craint, quant à elle, une répétition des fraudes qui avaient, selon elle, permis au parti de Daniel Ortega de remporter les élections communales de 2008. Le retard de Managua à admettre les observateurs de l'OEA et de l'Union européenne a renforcé ces craintes.

Marie-France Cros

La diplomatie pour les nuls

Le gruyère de l'info

Par Philippe Paquet

Les Suisses, qui possèdent au plus haut degré la science des chiffres, de la subtile fabrication des horloges à la secrète gestion des comptes bancaires, ont réussi tout récemment à mesurer la surexposition de l'espèce humaine à l'information. Des experts de l'université de Berne ont ainsi déterminé que les informations disséminées au quotidien par la presse et la télévision, les courriers électroniques et Internet, le téléphone et la publicité représentent environ 7,355 milliards de gigaoctets, soit l'équivalent de milliards de livres. Pour tout absorber, calculent-ils, il faudrait que chaque habitant de la planète ne lise pas moins de 12 000 livres par jour. Or, un être humain normalement constitué peut, dans les meilleures conditions, en lire un seul, et encore pas bien gros: de 350 pages en moyenne. Face à ce cauchemar, le musée de la Communication de Berne a décidé de réagir: "Etre toujours au courant de tout, réagir à tous les messages... Etes-vous stressé, débordé, lessivé? Nous pouvons vous aider!" Depuis hier et jusqu'au 15 juillet 2012, une exposition s'y double d'une clinique pour soigner les patients atteints à différents stades d'une overdose médiatique.

L'excès nuit en tout, c'est certain, mais l'actualité nous rappelle continuellement que le déficit en information peut lui aussi être fatal. Au musée de Dortmund en Allemagne (mais le drame aurait pu se produire au musée de Berne), une femme de ménage trop zélée a irrémédiablement détruit ce qu'elle pensait être une baignoire couverte de crasse. Personne n'avait songé à lui dire qu'il ne fallait pas recurer l'admirable création de l'artiste Martin Kippenberger, intitulée "Quand des gouttes d'eau commencent à tomber du plafond". Tout aussi grave: la communauté internationale aimerait bien savoir ce que sont devenus quelque 10 000 missiles sol-air disparus des arsenaux libyens. "C'est effectivement un problème sérieux, a admis le Quai d'Orsay, car tout indique que des quantités importantes d'armes qui étaient entre les mains des forces de Kadhafi sont disséminées en Libye et dans la région dans des conditions préoccupantes." Mais qu'on se rassure! Paris pallie cette ignorance en consultant ses alliés pour "travailler ensemble à la réduction coordonnée de cette menace". Ouf! On a craint le pire.

www.SPLENDEURDUBOIS.com



Grossiste en tables et chaises de style et patines à l'ancienne. Le plus grand choix de qualité pour tous budgets.

Pour tout voir et tout savoir :

www.splendeurdubois.com - 49 rue Neerveld
1200 Bruxelles - tél : 02 762 09 25